

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2190

7 septembre 2013

SOMMAIRE

Atlantico Investment Strategies S.C.A., SI-CAV-SIF	105085	FRM Participations S.A.	105079
Audio-Idea.lu S.à r.l.	105098	Funckenhaus S.à r.l.	105081
DayMen Group (Luxembourg) S.à r.l.	105076	Fusion Lux S.A.	105079
Dory 1 (NFR) S.à r.l.	105082	Future Group Holdings S.A., SPF	105081
e-coloMe S.A.	105084	Future Management Holdings S.A., SPF	105081
Europäisches Rohstoffhandelshaus S.à r.l. et Cie. S.e.c.s.	105097	Gelis S.A.	105082
Fabrique d'Images S.A.	105074	Generation XXI S.A.	105082
Faustini Europe S.A.	105075	Geres Investment III, S.à r.l.	105080
FBC Holdings S.à r.l.	105075	G.i. S.P. Invest S.A.	105075
FCOMI - L Global Capital	105078	Global Sporting Rights Investments S.à r.l.	105080
FCOMI - L Global Fund	105077	G.M.T. Swedecom S.à r.l.	105082
Fel Partners Duisberg	105076	G-P Latin America S.à r.l.	105079
Fel Partners (Duisberg GP)	105075	Harlington S.A.	105082
Fel Partners SN	105076	Invi Holding S.à r.l.	105081
Fel Partners SNFH	105076	Key Energy Services Luxembourg II S. à r.l.	105108
Fel Partners Wuppertal	105077	Madas S. à r.l.	105107
Fibaco S.A.	105077	Mistral International S.A.	105119
Finance Solution Group S.A.	105077	Mungis S.à r.l.	105100
Financière Sibylle S.à r.l.	105077	Nordic Pizza	105111
Flabeg International S.à r.l.	105074	Oneiros Investments S.A.	105103
Fleurs Vera - Vesnalux	105078	Pragma SICAV - FIS	105083
Flodrive UK V2 (General Partner) S.à r.l.	105074	Quinlan Private Herbert Client Holdings S.à r.l.	105084
Foralux-Forage et Sciage Béton S.à r.l.	105079	Russian Mortgages Capital S.A.	105120
For-Immo S.à r.l.	105078	SCSI Luxembourg Sàrl	105096
FOR-OL Invest S.à r.l.	105078	SIMBA Luxembourg S.à r.l.	105119
Forsys S.à r.l.	105079	Sirtes S.A., SPF	105083
Foruminvest Luxembourg S.à r.l.	105074	Sphinx Luxco A S.à r.l.	105119
Forwood Gestion S.A.	105076	Sphinx Luxco C S.à r.l.	105120
FR Alfajor Holdings S.à r.l.	105078	SU Turkish Private Equity Opportunities I, S.C.A., SICAR	105083
FRE03 S.A.	105080	Vernon S.à r.l.	105084
FRE04 S.A.	105080	V Telecom Investment S.C.A.	105084
French Property Partners Holdings (Lux)	105074		

Flabeg International S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 35, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 125.815.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2013098872/11.

(130119992) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2013.

Flodrive UK V2 (General Partner) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 138.062.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013098875/10.

(130119686) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2013.

French Property Partners Holdings (Lux), Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 78.961.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013098878/10.

(130119987) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2013.

Fabrique d'Images S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8280 Kehlen, 22, rue de Mamer.

R.C.S. Luxembourg B 89.057.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société**Signature*

Référence de publication: 2013098880/11.

(130120669) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2013.

Foruminvest Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 225.000,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 93.529.

En date du 29 mai 2013, l'associé unique a décidé de ne pas renouveler le mandat de commissaire aux comptes de DELOITTE S.A., avec siège social au 560, Rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 16 juillet 2013.

Référence de publication: 2013098876/12.

(130120286) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2013.

Faustini Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire.

R.C.S. Luxembourg B 105.672.

EXTRAIT

Des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue extraordinairement en date du 16 mai 2013

Est nommé réviseur d'entreprises agréée, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels et sur les comptes consolidés au 31 décembre 2012:

-.HRT Révision S.A., 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 16 mai 2013.

Référence de publication: 2013098882/15.

(130120481) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2013.

FBC Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 142.133.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 juillet 2013.

FBC Holdings S.à r.l.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Gérant A

Référence de publication: 2013098883/14.

(130119867) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2013.

Fel Partners (Duisberg GP), Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 19, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 100.969.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 JUILLET 2013.

Signature.

Référence de publication: 2013098887/10.

(130120844) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2013.

G.i. S.P. Invest S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-7243 Bereldange, 62, rue du X Octobre.

R.C.S. Luxembourg B 43.719.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par le conseil d'administration lors d'une réunion tenue en date du 12 avril 2013 que:
- Madame Sigrid PAGANI a été nommée Présidente du conseil d'administration pour la durée de son mandat d'administrateur de la Société qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui se tiendra en 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bereldange, le 16 mai 2013.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2013098922/15.

(130119829) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2013.

DayMen Group (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 570.173,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 150.660.

RECTIFICATIF

Suite à une erreur matérielle survenue dans la publication datée du 28 septembre 2012 et déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg le 4 octobre 2012, sous la référence L120170765, le pays mentionné dans l'adresse professionnelle de l'associé Ron McKerron ne doit pas être les Etats-Unis mais le Canada.

Dès lors son adresse professionnelle correcte est le 55, Valleywood Drive, Markham, Ontario, Canada.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Référence de publication: 2013098771/15.

(130119996) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2013.

Fel Partners Duisberg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 19, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 100.961.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 JUILLET 2013.

Signature.

Référence de publication: 2013098888/10.

(130120845) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2013.

Fel Partners SN, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 19, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 101.447.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 JUILLET 2013.

Signature.

Référence de publication: 2013098889/10.

(130120843) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2013.

Fel Partners SNFH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 19, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 100.881.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 juillet 2013.

Signature.

Référence de publication: 2013098890/10.

(130120842) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2013.

Forwood Gestion S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 151, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 101.517.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013098910/9.

(130120503) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2013.

FCOMI - L Global Fund, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 1, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 131.727.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PRIVATE INVESTMENT TRUST SARL

Signature

Référence de publication: 2013098885/12.

(130119809) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2013.

Financière Sibylle S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 68, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 164.498.

La gérance décide de transférer le siège social avec effet 1^{er} juillet 2013 au 68, avenue de la Liberté, 1930 Luxembourg.
Les gérants informent la Société que leur nouvelle adresse professionnelle est 68, avenue de la Liberté, 1930 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Référence de publication: 2013098897/12.

(130120664) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2013.

Fel Partners Wuppertal, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 19, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 100.967.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 4 juillet 2013.

Référence de publication: 2013098891/10.

(130120841) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2013.

Fibaco S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.
R.C.S. Luxembourg B 40.855.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013098893/10.

(130120646) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2013.

Finance Solution Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 132.293.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013098896/10.

(130119737) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2013.

FCOMI - L Global Capital, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 1, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 131.725.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PRIVATE INVESTMENT TRUST SARL

Signature

Référence de publication: 2013098884/12.

(130119629) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2013.

FR Alfajor Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.510,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 163.812.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Corinne Muller

Mandataire

Référence de publication: 2013098912/12.

(130120104) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2013.

Fleurs Vera - Vesnalux, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5612 Mondorf-les-Bains, 8, avenue François Clément.
R.C.S. Luxembourg B 26.876.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013098900/10.

(130120819) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2013.

For-Immo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8287 Kehlen, Zone Industrielle.
R.C.S. Luxembourg B 23.937.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2013098903/10.

(130119614) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2013.

FOR-OL Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8287 Kehlen, Zone Industrielle.
R.C.S. Luxembourg B 145.921.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2013098904/10.

(130119612) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2013.

Forsys S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1318 Luxembourg, 58, rue des Celtes.

R.C.S. Luxembourg B 164.052.

Résolutions prises par les associés en date du 28 juin 2013:

- La démission de M. Yann Faguer en qualité de gérant est acceptée avec effet immédiat.
- La société de droit canadien Le Groupe Forsythe Inc., ayant son siège social au 4375 rue Bellerose, Québec (Québec) G2A4H9, Canada, inscrite sous le numéro d'entreprise du Québec 1164335250, dont le représentant permanent est M. Jean-François St-Laurent, né le 20 février 1971 à Québec, domicilié au 4375 rue Bellerose, Québec (Québec) G2A4H9, Canada, est nommée gérante pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013098907/14.

(130120730) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2013.

Foralux-Forage et Sciage Béton S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8287 Kehlen, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 53.610.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2013098905/10.

(130119613) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2013.

FRM Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.

R.C.S. Luxembourg B 58.158.

Les comptes annuels au 28/02/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013098915/10.

(130120728) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2013.

Fusion Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9905 Troisvierges, 60B, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 131.931.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Un mandataire

Référence de publication: 2013098917/11.

(130119855) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2013.

G-P Latin America S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 144.619.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013098924/9.

(130120634) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2013.

FRE03 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.
R.C.S. Luxembourg B 133.302.

CLÔTURE DE LIQUIDATION*Extrait*

Il résulte d'un acte dressé par le notaire Gérard LECUIT, de résidence à Luxembourg, en date du 7 juin 2013, enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 10 juin 2013, Relation LAC/2012/26308,

que les actionnaires prononcent la clôture de la liquidation et constatent que la société anonyme FRE03 S.A., en liquidation, ayant son siège social à L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur, a définitivement cessé d'exister.

Les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pour une durée de cinq ans à partir du 7 juin 2013 à L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 16 juillet 2013.

Référence de publication: 2013098913/17.

(130120909) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2013.

FRE04 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.
R.C.S. Luxembourg B 133.288.

CLÔTURE DE LIQUIDATION*Extrait*

Il résulte d'un acte dressé par le notaire Gérard LECUIT, de résidence à Luxembourg, en date du 7 juin 2013, enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 10 juin 2013, Relation LAC/2012/26306,

que les actionnaires prononcent la clôture de la liquidation et constatent que la société anonyme FRE04 S.A., en liquidation, ayant son siège social à L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur, a définitivement cessé d'exister.

Les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pour une durée de cinq ans à partir du 7 juin 2013 à L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 16 juillet 2013.

Référence de publication: 2013098914/17.

(130120852) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2013.

Global Sporting Rights Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 163.963.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013098932/10.

(130120175) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2013.

Geres Investment III, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 135.667.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
À Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Référence de publication: 2013098950/10.

(130119701) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2013.

Future Group Holdings S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 19.936.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 novembre 2012.

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2013098918/11.

(130119935) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2013.

Funckenhaus S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2221 Luxembourg, 267, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 25.095.

EXTRAIT

Il résulte d'un acte dressé par le notaire Gérard LECUIT, de résidence à Luxembourg, en date du 7 juin 2013, enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 10 juin 2013, relation: LAC/2013/26310,

que le mandat de gérant de Monsieur Monsieur Romain URHAUSEN, architecte, né le 29 septembre 1930 à Rumelange, demeurant à L-2221 Luxembourg, 267, rue de Neudorf est confirmé;

que Madame Tilly JUNG, épouse URHAUSEN, retraitée, née le 28 août 1941 à Luxembourg, demeurant à L-2221 Luxembourg, 267, rue de Neudorf, a été nommé en tant que gérante,

que le mandat des gérants est à durée indéterminée et,

que la société sera engagée envers les tiers par la signature individuelle de chacun des gérants.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 juillet 2013.

Référence de publication: 2013098916/18.

(130120478) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2013.

Future Management Holdings S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 87.501.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 novembre 2012.

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2013098919/11.

(130119936) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2013.

Invi Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 168.844.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 juillet 2013.

Invi Holding S.A.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Manager B

Référence de publication: 2013099022/14.

(130119888) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2013.

Harlington S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 59.678.

Par la présente, nous vous informons que nous dénonçons, avec effet immédiat, le siège social de la société de droit luxembourgeois HARLINGTON SA inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro 59.678.

7, Val Sainte Croix
L-1371 Luxembourg

Luxembourg, le 9 juillet 2013.

Luxembourg International Consulting
Signatures

Référence de publication: 2013098991/14.

(130119983) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2013.

Dory 1 (NFR) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 36.425,00.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 116.773.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Référence de publication: 2013098779/11.

(130120650) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2013.

Gelis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1651 Luxembourg, 15-17, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 106.854.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013098945/9.

(130120786) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2013.

Generation XXI S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 93.468.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013098949/9.

(130120480) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2013.

G.M.T. Swedecom S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 106.343.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2013098923/11.

(130120700) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2013.

Sirtes S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 43.010.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 21 juin 2013 à 15.00 heures à Luxembourg

- L'Assemblée décide à l'unanimité de renouveler le mandat d'Administrateur de:
Monsieur Philippe MARMISSOLLE
- L'Assemblée décide à l'unanimité de nommer en tant qu'Administrateur:
Monsieur Koen LOZIE, 61, Grand-Rue, L-8510 Redange-sur-Attert
JALYNE S.A., 1, rue Joseph Hackin, L-1746 Luxembourg, représentée par Monsieur Jacques BONNIER, 1, rue Joseph Hackin, L-1746 Luxembourg
- L'Assemblée décide à l'unanimité de renouveler le mandat de Commissaire aux Comptes de:
FIDUCIAIRE GLACIS
- Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale Ordinaire approuvant les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2013.

Pour copie conforme

JALYNE S.A. / K. LOZIE

Signature / -

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013099415/22.

(130120615) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2013.

Pragma SICAV - FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 157.240.

L'assemblée générale du 20 juin 2013 a décidé de renouveler les mandats de Mme Georgia Garuti, M. Carlo Alberto Montagna et de Mme Maria Clara Tucci en tant que membre du Conseil d'Administration.

Le conseil d'administration est désormais composé, et ce jusqu'à la fin de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se tiendra en 2014, comme suit:

Georgia Garuti, Membre du conseil d'administration

7, Valegia, CH-6926 Montagnola-Lugano

Carlo Alberto Montagna, Membre du conseil d'administration

19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg

Maria Clara Tucci, Membre du conseil d'administration

92, Hamilton Terrace, GB – NW8 9UP Londres

Deloitte S.A., 560, rue de Neudorf L-2220 Luxembourg, a été réélu comme réviseur d'entreprises, jusqu'à la fin de la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se tiendra en 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CREDIT SUISSE FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A.

Référence de publication: 2013099302/21.

(130120865) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2013.

SU Turkish Private Equity Opportunities I, S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 15, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 118.866.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 juillet 2013.

Référence de publication: 2013099438/11.

(130120731) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2013.

Vernon S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 160.141.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2013099500/11.

(130119670) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2013.

Quinlan Private Herbert Client Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 25.000,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 131.831.

En date du 30 janvier 2013, l'associé QP Elgin Holdings S.à r.l., avec siège social au 7A, Rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, a transféré l'intégralité des 50 parts de catégorie B qu'il détient dans la Société à l'associé Avestus Nominees Limited, avec siège social à Embassy House, Ballsbridge, Dublin 4, Irlande, qui les acquiert.

Suite à ce transfert de parts sociales, l'associé Avestus Nominees Limited, précité, détient 450 parts sociales de Catégorie A et 50 parts de catégorie B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Référence de publication: 2013099311/15.

(130119714) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2013.

V Telecom Investment S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 171.742.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 juillet 2013.

Corinne Muller

Mandataire

Référence de publication: 2013099491/12.

(130120169) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2013.

e-coloMe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4394 Pontpierre, 2A, rue de l'Ecole.
R.C.S. Luxembourg B 154.866.

Extrait de l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 26 juin 2013

L'Assemblée générale extraordinaire accepte la démission avec effet immédiat de M. Stéphane MERLET de son poste d'administrateur respectivement d'administrateur – délégué.

L'Assemblée générale extraordinaire nomme aux fonctions d'administrateur ainsi qu'au poste d'administrateur – délégué chargé de la gestion journalière, Monsieur HOLDERBEKE Gaëtan demeurant à L-8537 HOSTERT, rue du Coin, 10. Monsieur HOLDERBEKE Gaëtan engage la société par sa seule signature dans le cadre de la gestion journalière. Son mandat expirera à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en l'an 2015.

L'Assemblée générale extraordinaire accepte la démission avec effet immédiat de M. Alain FONTAINE de ses fonctions d'administrateur.

Référence de publication: 2013099586/16.

(130121012) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2013.

Atlantico Investment Strategies S.C.A., SICAV-SIF, Société d'Investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé sous la forme d'une société en commandite par actions.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 37C, avenue John F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 179.283.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the the nineteenth day of July.

Before the undersigned Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

1) Atlantico Investment Strategies Management S.à r.l., a limited liability company (société à responsabilité limitée) duly incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 37C, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg and not yet registered with the Registre du Commerce et des Sociétés of Luxembourg (the "General Partner"),

here represented by Ms Simone Baier, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 19 July 2013.

2) Atlântico Europa Capital Lux S.à r.l., a limited liability company (société à responsabilité limitée) duly incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 5, rue Guillaume J. Kroll, L-1882 Luxembourg, registered with the Registre du Commerce et des Sociétés of Luxembourg under number B 154.719 having a share capital of EUR 50,000.-

here represented by Ms Simone Baier, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 18 July 2013.

The said proxies initialled ne varietur by the appearing parties and the Notary will remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties, acting in their hereabove stated capacities, have required the officiating Notary to enact the deed of incorporation of a Luxembourg limited partnership by shares (société en commandite par actions) with variable capital, qualifying as a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé (SICAV-SIF), which they declare organised among themselves and the articles of incorporation of which shall be as follows:

Chapter I - Form, Term, Object, Registered Office

Art. 1. Name and Form. There exists among the existing shareholders and those who may become owners of shares in the future, a company in the form of a limited partnership by shares (société en commandite par actions) qualifying as a société d'investissement a capital variable - fonds d'investissement spécialisé under the name of "Atlantico Investment Strategies S.C.A., SICAV-SIF" (hereinafter the "Company").

Art. 2. Duration. The Company is incorporated for an unlimited period of time.

Art. 3. Purpose. The purpose of the Company is the investment of the funds available to it in securities of all kinds, undertakings for collective investment as well as any other permissible assets, with a view to spreading investment risks and enabling its shareholders to benefit from the results of the management thereof.

The Company may take any measures and conduct any operations it sees fit for the purpose of achieving or developing its object in accordance with the law dated 13 February 2007 relating to specialised investment funds (the "Law of 13 February 2007"), as such law may be amended, supplemented or rescinded from time to time.

Art. 4. Registered Office. The registered office of the Company shall be in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established, either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the General Partner. Within the same borough, the registered office may be transferred through simple resolution of the General Partner.

If the General Partner considers that extraordinary events of a political, economic or social nature, likely to compromise the registered office's normal activity or easy communications between this office and abroad, have occurred or are imminent, it may temporarily transfer the registered office abroad until such time as these abnormal circumstances have ceased completely; this temporary measure shall not, however, have any effect on the Company's nationality, which, notwithstanding a temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

Chapter II - Capital

Art. 5. Share Capital. The share capital of the Company shall be represented by shares of no nominal value and shall at any time be equal to the total value of the net assets of the Company and its Sub-Funds (as defined in article 7 hereof). The minimum share capital of the Company cannot be lower than the level provided for by the Law of 13 February 2007. Such minimum capital must be reached within a period of twelve (12) months after the date on which the Company has been authorised as a specialised investment fund under Luxembourg law. Upon incorporation the initial share capital of the Company was fifty thousand Euro (EUR 50,000.-) fully paid-up represented by one (1) general partner share subscribed by the General Partner in its capacity as unlimited shareholder (associé-gérant commandité) of the Company and forty-nine (49) ordinary shares.

For the purposes of the consolidation of the accounts the base currency of the Company shall be Euro (EUR).

Art. 6. Capital Variation. The share capital of the Company shall vary, without any amendment to the articles of incorporation, as a result of the Company issuing new shares or redeeming its shares.

Art. 7. Sub-Funds. The General Partner may, at any time, create different categories of shares, each one corresponding to a distinct part or “sub-fund” of the Company’s net assets (hereinafter referred to as a “Sub-Fund”). In such event, it shall assign a particular name to them, which it may amend, and may limit or extend their lifespan if it sees fit.

As between shareholders, each portfolio of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant Sub-Fund or Sub-Funds. The Company shall be considered as one single legal entity. However, with regard to third parties, in particular towards the Company’s creditors, each Sub-Fund shall be exclusively responsible for all liabilities attributable to it.

The General Partner, acting in the best interest of the Company, may decide, in the manner described in the issuing documents of the Company, that all or part of the assets of two or more Sub-Funds be co-managed amongst themselves on a segregated or on a pooled basis.

For the purpose of determining the share capital of the Company, the net assets attributable to each Sub-Fund shall, if not expressed in Euro (EUR), be converted into Euro (EUR) and the capital shall be the total of the net assets of all Sub-Funds and classes of shares.

Chapter III - Shares

Art. 8. Form of Shares. The shares of the Company may be issued in registered form only.

All shares of the Company issued in registered form shall be registered in the register of shareholders kept by the Company or by one or more persons designated therefore by the Company, and such register shall contain the name of each owner of registered shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company, the number of registered shares held by him and the amounts paid.

The inscription of the shareholder’s name in the register of shareholders evidences his right of ownership on such registered shares. The General Partner shall decide whether a certificate for such inscription shall be delivered to the shareholder or whether the shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

The share certificates, if any, shall be signed by the General Partner. Such signatures shall be either manual, or printed, or in facsimile. The Company may issue temporary share certificates in such form as the General Partner may determine.

Shareholders entitled to receive registered shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of shareholders.

In the event that a shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of shareholders and the shareholder’s address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into the register of shareholders by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. A shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

A duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees as the Company may determine, including but not restricted to a bond issued by an insurance company, if a shareholder so requests and proves to the satisfaction of the Company that his share certificate has been lost, damaged or destroyed. The new share certificate shall specify that it is a duplicate. Upon its issuance, the original share certificate shall become void.

Damaged share certificates may be cancelled by the Company and replaced by new certificates.

The Company may, at its election, charge to the shareholder the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof or in connection with the annulment of the original share certificate.

The Company recognises only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of shares is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of the exercise of all rights attached to such share(s).

The Company may decide to issue fractional shares. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Sub-Fund or class of shares on a pro rata basis.

Art. 9. Classes of Shares. The shares of the Company are reserved to institutional, professional or well-informed investors within the meaning of the Law of 13 February 2007 and the Company will refuse to issue shares to the extent the legal or beneficial ownership thereof would belong to persons or companies which do not qualify as institutional, professional or well-informed investors within the meaning of the said law.

In addition to the one or several general partner shares subscribed by the General Partner as unlimited shareholder (actionnaire gérant commandité) of the Company, the General Partner may decide to issue one or more classes of ordinary shares, for the Company or for each Sub-Fund, to be subscribed by limited shareholders (actionnaires commanditaires).

Each class of shares may differ from the other classes with respect to its cost structure, the initial investment required or the currency in which the net asset value is expressed or any other feature.

Within each class, there may be capitalisation share-type and distribution share-types.

Whenever dividends are distributed on distribution shares, the portion of net assets of the class of shares to be allotted to all distribution shares shall subsequently be reduced by an amount equal to the amounts of the dividends distributed, thus leading to a reduction in the percentage of net assets allotted to all distribution shares, whereas the portion of net assets allotted to all capitalisation shares shall remain the same.

The General Partner may decide not to issue or to cease issuing classes, types or sub-types of shares in one or more Sub-Funds.

The General Partner may, in the future, offer new classes of shares without approval of the shareholders. Such new classes of shares may be issued on terms and conditions that differ from the existing classes of shares, including, without limitation, the amount of the management fee attributable to those shares, and other rights relating to liquidity of shares. In such a case, the issuing documents of the Company shall be updated accordingly.

Any future reference to a Sub-Fund shall include, if applicable, each class and type of share making up this Sub-Fund and any reference to a type shall include, if applicable, each sub-type making up this type.

Art. 10. Issue of Shares. Subject to the provisions of the Law of 13 February 2007, the General Partner is authorised without limitation to issue an unlimited number of shares at any time, without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued, except when such issue in a specific share class bearing specific distribution rights (e.g. carried interest rights) would have a material dilution effect for the existing holders of such shares. In this latter case, no additional shares in the relevant class shall be issued without preferential right to subscribe for existing shareholders without the approval of two thirds (2/3) of the votes attached to the relevant shares of such existing shareholders in the relevant Sub-Fund.

The General Partner may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued in any class of shares and/or in any Sub-Fund; the General Partner may, in particular, decide that shares of any class and/or of any Sub-Fund shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the issuing documents of the Company.

In addition to the restrictions concerning the eligibility of investors as foreseen by the Law of 13 February 2007, the General Partner may determine any other subscription conditions such as the minimum amount of subscriptions/commitments, the minimum amount of the aggregate net asset value of the shares of a Sub-Fund to be initially subscribed, the minimum amount of any additional shares to be issued, the application of default interest payments on shares subscribed and unpaid when due, restrictions on the ownership of shares and the minimum amount of any holding of shares. Such other conditions shall be disclosed and more fully described in the issuing documents of the Company.

Whenever the Company offers shares for subscription, the price per share at which such shares are offered shall be determined in compliance with the rules and guidelines fixed by the General Partner and reflected in the issuing documents of the Company. The price so determined shall be payable within a period as determined by the General Partner and reflected in the issuing documents of the Company.

The General Partner may delegate to any director, manager, officer or other duly authorised agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new shares to be issued and to deliver them.

The Company may, if a prospective shareholder requests and the General Partner so agrees, satisfy any application for subscription of shares which is proposed to be made by way of contribution in kind. The nature and type of assets to be accepted in any such case shall be determined by the General Partner and must correspond to the investment policy and restrictions of the Company or the Sub-Fund being invested in. A valuation report relating to the contributed assets must be delivered to the General Partner by a Luxembourg independent auditor.

Art. 11. Redemption. The General Partner shall determine whether shareholders of any particular class of shares or any Sub-Fund may request the redemption of all or part of their shares by the Company or not, and reflect the terms and procedures applicable in the issuing documents of the Company and within the limits provided by law and these articles of incorporation.

The Company shall not proceed to redemption of shares in the event the net assets of the Company would fall below the minimum capital foreseen in the Law of 13 February 2007 as a result of such redemption.

The redemption price shall be determined in accordance with the rules and guidelines fixed by the General Partner and reflected in the issuing documents of the Company. The price so determined shall be payable within a period as determined by the General Partner and reflected in the issuing documents of the Company. The relevant redemption price may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the board of directors shall determine.

If, as a result of any request for redemption, the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of shares would fall below such number or such value as determined by the General Partner, then the Company may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class.

Furthermore, if, with respect to any given Valuation Day (as defined in article 15 hereof), redemption requests pursuant to this article and conversion requests pursuant to article 13 hereof exceed a certain level determined by the General Partner in relation to the number of shares in issue in a specific Sub-Fund or class, the General Partner may decide that part or all of such requests for redemption or conversion will be deferred for a period and in a manner that the General Partner considers to be in the best interest of the Company. Following that period, with respect to the next relevant Valuation Day, these redemption and conversion requests will be met in priority to later requests.

The Company may redeem shares whenever the General Partner considers redemption to be in the best interests of the Company or a Sub-Fund.

In addition, the shares may be redeemed compulsorily in accordance with article 14 “Limitation on the ownership of shares” herein.

The Company shall have the right, if the General Partner so determines, to satisfy in specie the payment of the redemption price to any shareholder who agrees by allocating to the shareholder investments from the portfolio of assets of the Company or the relevant Sub-Fund(s) equal to the value of the shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other shareholders of the Company or the relevant Sub Fund(s) and the valuation used shall be confirmed by a special report of a Luxembourg independent auditor. The costs of any such transfers shall be borne by the transferee.

Art. 12. Transfer of Shares. When a shareholder has outstanding obligations vis-à-vis the Company, by virtue of its subscription agreement or otherwise, ordinary shares held by such a shareholder may only be transferred, pledged or assigned with the written consent from the General Partner, which consent shall not be unreasonably withheld. In such event, any transfer or assignment of ordinary shares is subject to the purchaser or assignee thereof fully and completely assuming in writing prior to the transfer or assignment, all outstanding obligations of the seller under the subscription agreement entered into by the seller or otherwise.

Art. 13. Conversion. Unless otherwise determined by the General Partner for certain classes of shares or with respect to specific Sub-Funds in the issuing documents of the Company, shareholders are not entitled to require the conversion of whole or part of their shares of any class of a Sub-Fund into shares of the same class in another Sub-Fund or into shares of another existing class of that or another Sub-Fund. When authorised, such conversions shall be subject to such restrictions as to the terms, conditions and payment of such charges and commissions as the General Partner shall determine.

The conversion price shall be determined in accordance with the rules and guidelines fixed by the General Partner and reflected in the issuing documents of the Company.

If, as a result of any request for conversion, the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of shares would fall below such number or such value as determined by the General Partner, then the Company may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such shareholder’s holding of shares in such class of shares.

Art. 14. Limitations of the Ownership of Shares. The General Partner may restrict or block the ownership of shares in the Company by any natural person or legal entity if the General Partner considers that this ownership violates the laws of the Grand Duchy of Luxembourg or of any other country, or may subject the Company to taxation in a country other than the Grand Duchy of Luxembourg or may otherwise be detrimental to the Company.

In such instance, the General Partner may:

a) decline to issue any shares and decline to register any transfer of shares when it appears that such issue or transfer might or may have as a result the allocation of ownership of the shares to a person who is not authorised to hold shares in the Company;

b) proceed with the compulsory redemption of all the relevant shares if it appears that a person who is not authorised to hold such shares in the Company, either alone or together with other persons, is the owner of shares in the Company, or proceed with the compulsory redemption of any or a part of the shares, if it appears that one or several persons is or are owner or owners of a proportion of the shares in the Company in such a manner that this may be detrimental to the Company. The following procedure shall be applied:

1. the General Partner shall send a notice (hereinafter called the “redemption notice”) to the relevant investor possessing the shares to be redeemed; the redemption notice shall specify the shares to be redeemed, the price to be paid, and the place where this price shall be payable. The redemption notice may be sent to the investor by recorded delivery letter to his last known address. The investor in question shall be obliged without delay to deliver to the Company the certificate or certificates, if there are any, representing the shares to be redeemed specified in the redemption notice. From the closing of the offices on the day specified in the redemption notice, the investor shall cease to be the owner of the shares specified in the redemption notice and the certificates representing these shares shall be rendered null and void in the books of the Company;

2. the price at which the shares specified in the redemption notice shall be redeemed (the “redemption price”) shall be determined in accordance with the rules fixed by the General Partner and reflected in the issuing documents of the Company. Payment of the redemption price will be made to the owner of such shares in the reference currency of the relevant class, except during periods of exchange restrictions, and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to such owner upon delivery of the share

certificate or certificates, if issued, representing the shares specified in such notice. Upon deposit of such redemption price as aforesaid, no person interested in the shares specified in such redemption notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholders appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank upon effective delivery of the share certificate or certificates, if issued, as aforesaid. The exercise by the Company of this power shall not be questioned or invalidated in any case, on the grounds that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any redemption notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

In particular, the General Partner may restrict or block the ownership of shares in the Company by any "US Person" unless such ownership is in compliance with the relevant US laws and regulations. The term "US Person" means any resident or person with the nationality of the United States of America or one of their territories or possessions or regions under their jurisdiction, or any other company, association or entity incorporated under or governed by the laws of the United States of America or any person falling within the definition of "US Person" under such laws.

Art. 15. Net Asset Value. The net asset value of the shares in every Sub-Fund, class, type or sub-type of share of the Company, shall be determined at least once a year and expressed in the currency(ies) decided upon by the General Partner. The General Partner shall decide the days by reference to which the assets of the Company or Sub-Funds shall be valued (each a "Valuation Day") and the appropriate manner to communicate the net asset value per share, in accordance with the legislation in force.

I. The assets of the Company shall include:

- all cash in hand or on deposit, including any outstanding accrued interest;
 - all bills and promissory notes and accounts receivable, including outstanding proceeds of any sale of securities;
 - all securities, shares, bonds, time notes, debenture stocks, options or subscription rights, warrants, money market instruments, and all other investments and transferable securities belonging to the relevant Sub-Fund;
 - all dividends and distributions payable to the relevant Sub-Fund either in cash or in the form of stocks and shares (the Company may, however, make adjustments to account for any fluctuations in the market value of transferable securities resulting from practices such as ex-dividend or ex-claim negotiations);
 - all outstanding accrued interest on any interest-bearing securities belonging to the relevant Sub-Fund, unless this interest is included in the principal amount of such securities;
 - the preliminary expenses of the Company or of the relevant Sub-Fund, to the extent that such expenses have not already been written-off;
 - the other fixed assets of the Company or of the relevant Sub-Fund, including office buildings, equipment and fixtures;
- and
- all other assets whatever their nature, including the proceeds of swap transactions and advance payments.

II. The Company's liabilities shall include:

- all borrowings, bills, promissory notes and accounts payable;
- all known liabilities, whether or not already due, including all contractual obligations that have reached their term, involving payments made either in cash or in the form of assets, including the amount of any dividends declared by the Company regarding each Sub-Fund but not yet paid;
- a provision for any tax accrued to the Valuation Day and any other provisions authorised or approved by the General Partner; and
- all other liabilities of the Company of any kind with respect to each Sub-Fund, except liabilities represented by shares in the Company. In determining the amount of such liabilities, the Company shall take into account all expenses payable by the Company including, but not limited to: start-up costs; expenses in connection with, and fees payable to, its investment manager(s), adviser(s), accountants, custodian and correspondents, registrar, transfer agents, paying agents, brokers, distributors, permanent representatives in places of registration and auditors; administration, domiciliary, services, promotion, printing, reporting, publishing (including advertising or preparing and printing of issuing documents of the Company, explanatory memoranda, registration statements, financial reports) and other operating expenses; the cost of buying and selling assets (transaction costs); interest and bank charges, as well as taxes and other governmental charges.

The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated basis yearly or for other periods in advance and may accrue the same in equal proportions over any such period.

III. The value of the assets of the Company shall be determined as follows:

- the value of any cash in hand or on deposit, discount notes, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received, shall be equal to the entire amount thereof, unless the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be determined after making such discount as the General Partner may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;
- the value of all portfolio securities and money market instruments or derivatives that are listed on an official stock exchange or traded on any other regulated market will be based on the last available price on the principal market on which such securities, money market instruments or derivatives are traded, as supplied by a recognised pricing service

approved by the General Partner. If such prices are not representative of the fair value, such securities, money market instruments or derivatives as well as other permitted assets may be appraised at a fair value at which it is expected that they may be resold, as determined in good faith under the direction of the General Partner;

- the value of securities and money market instruments which are not quoted or traded on a regulated market will be appraised at a fair value at which they are expected to be resold, as determined in good faith under the direction of the General Partner;

- investments in private equity securities will be valued at a fair value under the direction of the General Partner in accordance with appropriate professional standards, such as, without limitation, the Valuation Guidelines published by the European Private Equity and Venture Capital Association (EVCA), as further specified in the issuing documents of the Company;

- investments in real estate assets shall be valued with the assistance of one or several independent valuer(s) designated by the General Partner for the purpose of appraising, where relevant, the fair value of a property investment in accordance with its/their applicable standards, such as, for example, the Appraisal and Valuations Standards published by the Royal Institution of Chartered Surveyors (RICS), as further specified in the issuing documents of the Company;

- the amortised cost method of valuation for short-term transferable debt securities in certain Sub-Funds of the Company may be used. This method involves valuing a security at its cost and thereafter assuming a constant amortisation to maturity of any discount or premium regardless of the impact of fluctuating interest rates on the market value of the security. While this method provides certainty in valuation, it may result during certain periods in values which are higher or lower than the price which the Sub-Fund would receive if it sold the securities prior to maturity. For certain short term transferable debt securities, the yield to a shareholder may differ somewhat from that which could be obtained from a similar sub-fund which marks its portfolio securities to market on a daily basis;

- the value of the participations in investment funds shall be based on the last available valuation. Generally, participations in investment funds will be valued in accordance with the methods provided by the documents governing such investment funds. These valuations shall normally be provided by the fund administrator or valuation agent of an investment fund. To ensure consistency within the valuation of each Sub-Fund, if the time at which the valuation of an investment fund was calculated does not coincide with the valuation time of any Sub-Fund, and such valuation is determined to have changed materially since it was calculated, then the net asset value may be adjusted to reflect the change as determined in good faith under the direction of the General Partner;

- the valuation of swaps will be based on their market value, which itself depends on various factors (e.g. level and volatility of the underlying asset, market interest rates, residual term of the swaps). Any adjustments required as a result of issues and redemptions are carried out by means of an increase or decrease in the nominal of the swaps, traded at their market value;

- the valuation of derivatives traded over-the-counter (OTC), such as futures, forward or option contracts not traded on exchanges or on other recognised markets, will be based on their net liquidating value determined pursuant to the policies established under the direction of the General Partner on the basis of recognised financial models in the market and in a consistent manner for each category of contracts. The net liquidating value of a derivative position is to be understood as being equal to the net unrealised profit/loss with respect to the relevant position;

- the value of other assets will be determined prudently and in good faith under the direction of the General Partner in accordance with the relevant valuation principles and procedures.

The General Partner, at its discretion, may authorise the use of other methods of valuation if it considers that such methods would enable the fair value of any asset of the Company to be determined more accurately.

Where necessary, the fair value of an asset is determined by the General Partner, or by a committee appointed by the General Partner, or by a designee of the General Partner.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with the valuation/accounting principles specified in the issuing documents of the Company.

For each Sub-Fund, adequate provisions will be made for expenses incurred and due account will be taken of any off-balance sheet liabilities in accordance with fair and prudent criteria.

For each Sub-Fund and for each class of shares, the net asset value per share shall be calculated in the relevant reference currency with respect to each Valuation Day by dividing the net assets attributable to such Sub-Fund or class (which shall be equal to the assets minus the liabilities attributable to such Sub-Fund or class) by the number of shares issued and in circulation in such Sub-Fund or class; assets and liabilities expressed in foreign currencies shall be converted into the relevant reference currency, based on the relevant exchange rates.

The Company's net assets shall be equal to the sum of the net assets of all its Sub-Funds.

In the absence of bad faith, wilful default, gross negligence or manifest error, every decision to determine the net asset value taken by the General Partner or by any bank, company or other organisation which the General Partner may appoint for such purpose, shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders.

Art. 16. Allocation of Assets and Liabilities among the Sub-Funds. For the purpose of allocating the assets and liabilities between the Sub-Funds, the General Partner shall establish a portfolio of assets for each Sub-Fund in the following manner:

- the proceeds from the issue of each share of each Sub-Fund are to be applied in the books of the Company to the portfolio of assets established for that Sub-Fund and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto are applied to such portfolio subject to the following provisions;
- where any asset is derived from another asset, such derivative asset is applied in the books of the Company to the same portfolio as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or decrease in value is applied to the relevant portfolio;
- where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular portfolio or to any action taken in connection with an asset of a particular portfolio, such liability is allocated to the relevant portfolio;
- in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular portfolio, such asset or liability is as a rule allocated to all the Sub-Funds pro rata to their net asset values; notwithstanding the foregoing, if and when specific circumstances so justify, such asset or liability may be allocated to all Sub-Funds in equal parts;
- upon the payment of dividends to the holders of shares in any Sub-Fund, the net asset value of such Sub-Fund shall be reduced by the amount of such dividends.

Towards third parties, the assets of a given Sub-Fund will be liable only for the debts, liabilities and obligations concerning that Sub-Fund. In relations between shareholders, each Sub-Fund is treated as a separate entity.

Art. 17. Suspension of Calculation of the Net Asset Value. The General Partner may suspend the determination of the net asset value and/or, where applicable, the subscription, redemption and/or conversion of shares, for one or more Sub-Funds, in the following cases:

- when the stock exchange(s) or market(s) that supplies/supply prices for a significant part of the assets of one or several Sub-Funds are closed, or in the event that transactions on such a market are suspended, or are subject to restrictions, or are impossible to execute in volumes allowing the determination of fair prices;
- when the information or calculation sources normally used to determine the value of a Sub-Fund's assets are unavailable, or if the value of a Sub-Fund's investment cannot be determined with the required speed and accuracy for any reason whatsoever;
- when exchange or capital transfer restrictions prevent the execution of transactions of a Sub-Fund or if purchase or sale transactions of a Sub-Fund cannot be executed at normal rates;
- when the political, economic, military or monetary environment, or an event of force majeure, prevent the Company from being able to manage normally its assets or its liabilities and prevent the determination of their value in a reasonable manner;
- when, for any other reason, the prices of any significant investments owned by a Sub-Fund cannot be promptly or accurately ascertained;
- when the Company or any of the Sub-Funds is/are in the process of establishing exchange parities in the context of a merger, a contribution of assets, an asset or share split or any other restructuring transaction;
- when there is a suspension of redemption or withdrawal rights by several investment funds in which the Company or the relevant Sub-Fund is invested;
- in exceptional circumstances, whenever the General Partner considers it necessary in order to avoid irreversible negative effects on one or more Sub-Funds, in compliance with the principle of equal treatment of shareholders in their best interests.

In the event of exceptional circumstances which could adversely affect the interest of the shareholders or insufficient market liquidity, the General Partner reserves its right to determine the net asset value of the shares of a Sub-Fund only after it shall have completed the necessary purchases and sales of securities, financial instruments or other assets on the Sub-Fund's behalf.

When shareholders are entitled to request the redemption or conversion of their shares, if any application for redemption or conversion is received in respect of any relevant Valuation Day (the "First Valuation Day") which either alone or when aggregated with other applications so received, is above the liquidity threshold determined by the General Partner for any one Sub-Fund, the General Partner reserves the right in its sole and absolute discretion (and in the best interests of the remaining shareholders) to scale down pro rata each application with respect to such First Valuation Day so that no more than the corresponding amounts be redeemed or converted on such First Valuation Day. To the extent that any application is not given full effect on such First Valuation Day by virtue of the exercise of the power to pro-rate applications, it shall be treated with respect to the unsatisfied balance thereof as if a further request had been made by the shareholder in respect of the next following Valuation Day and, if necessary, subsequent Valuation Days, until such application shall have been satisfied in full. With respect to any application received in respect of the First Valuation Day, to the extent that subsequent applications shall be received in respect of following Valuation Days, such later applications shall be postponed in priority to the satisfaction of applications relating to the First Valuation Day, but subject thereto shall be dealt with as set out in the preceding sentence.

The suspension of the calculation of the net asset value and/or, where applicable, of the subscription, redemption and/or conversion of shares, shall be notified to the relevant persons through all means reasonably available to the Company, unless the General Partner is of the opinion that a publication is not necessary considering the short period of the suspension.

Such a suspension decision shall be notified to any shareholders requesting redemption or conversion of their shares.

The suspension measures provided for in this article may be limited to one or more Sub-Funds.

Chapter IV - Administration and Management of the Company

Art. 18. General Partner. The Company shall be managed by “Atlantico Investment Strategies Management S.à r.l.” in its capacity as general partner of the Company (associé gérant commandité), a company incorporated under the laws of Luxembourg (herein referred to as the “General Partner”).

The General Partner is jointly and severally liable for all liabilities which cannot be met out of the assets of the Company. In case of several General Partners, their liability shall be joint and several.

In the event of legal incapacity, liquidation or other permanent situation preventing the General Partner from acting as general partner of the Company, the Company shall not be immediately dissolved and liquidated, provided that an administrator, who needs not be a shareholder, is appointed to effect urgent or mere administrative acts, until a general meeting of shareholders is held, which such administrator shall convene within fifteen (15) days of his appointment. At such general meeting, the shareholders may appoint, in accordance with the quorum and majority requirements for amending the articles of incorporation, a successor manager. Failing such appointment, the Company shall be dissolved and liquidated.

Any such appointment of a successor manager shall not be subject to the approval of the General Partner.

Art. 19. Powers of the General Partner. The General Partner, applying the principle of risk spreading, shall determine the investment policies and strategies of the Company and of each Sub-Fund and the course of conduct of the management and business affairs of the Company, as set forth in the issuing documents of the Company, in compliance with applicable laws and regulations.

The Company is authorized to employ techniques and instruments to the full extent permitted by law for the purpose of efficient portfolio management.

The General Partner is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Company’s purpose.

All powers not expressly reserved by law or by these articles of incorporation to the general meeting of shareholders are in the competence of the General Partner.

The General Partner may appoint investment advisers and managers, as well as any other management or administrative agents. The General Partner may enter into agreements with such persons or companies for the provision of their services, the delegation of powers to them, and the determination of their remuneration to be borne by the Company.

Art. 20. Corporate Signature. Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the sole signature of the General Partner or by the signature(s) of any other person(s) to whom authority has been delegated by the General Partner.

Art. 20 bis. Removal of the General Partner. The General Partner may not be removed by the Company and replaced by another general partner except by (i) a decision of the general meeting of shareholders of the Company taken with a majority of at least eighty percent (80%) of the votes validly cast by the shareholders present or represented at such meeting with a eighty percent (80%) quorum requirement at the first meeting called to consider a resolution or, if such quorum requirements are not met at such first meeting, then with a eighty percent (80%) quorum requirement for any succeeding meeting called to consider such resolution. In each case, the decisions of the general meetings of the shareholders of the Company shall be validly passed without favourable vote of the General Partner.

The general meeting of shareholders of the Company shall meet upon call by the General Partner or upon the request of shareholders representing a minimum of ten percent (10%) of the capital of the Company.

Concerning carried interest shares that may be in issue as of the date of such replacement of the General Partner, each Sub-Fund shall have the option, to be exercised by the general meeting of shareholders of such Sub-Fund to redeem the carried interest shares in the applicable Sub-Fund in exchange for non-interest bearing promissory notes issued by the relevant Sub-Fund entitling the holders thereof to receive their share of the distributable proceeds that would have been realised if the Company was liquidated on the date of effectiveness of such removal (the “Removal Promissory Notes”), as valued with the assistance of an independent appraiser chosen by the general shareholders meeting of the relevant Sub-Fund. The Removal Promissory Notes shall be issued in exchange of the carried interest shares on or about the redemption date thereof and shall stipulate that payments will be made on a pro rata basis at the time when any distributions are made in compliance with the waterfall specified for each Sub-Fund. The Company will then be authorized to issue new carried interest shares or transfer the former carried interest shares to the replacement general partner or its designee, which will only entitle the holders thereof to the payment of the relevant portion of the carried interest rights after deduction of the proceeds payable to the holders of the Removal Promissory Notes.

Art. 21. Liability. The holders of ordinary shares shall refrain from acting on behalf of the Company in any manner or capacity other than by exercising their rights as shareholders in general meetings and shall only be liable to the extent of their contributions to the Company.

Art. 22. Conflict of Interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that the General Partner or any one or more of the directors and/or managers and/or officers of the General Partner is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm.

Any director, manager or officer of the General Partner who serves as a director, manager, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Art. 23. Indemnification. The General Partner and each manager, partner, shareholder, director, officer, employee, agent or controlling person of the General Partner ("Indemnified Persons") will be exculpated and entitled to indemnification to the fullest extent permitted by law by the Company against any cost, expense (including attorneys' fees), judgment and/or liability, reasonably incurred by, or imposed upon such person in connection with any action, suit or proceeding (including any proceeding before any administrative or legislative body or agency) to which such person may be made a party or otherwise involved or with which such person will be threatened by reason of being or having been an Indemnified Person; provided, however, that any such person will not be so indemnified with respect to any matter as to which such person is determined not to have acted in good faith in the best interests of the Company and the relevant Sub-Funds or with respect to any manner in which such person acted in a grossly negligent manner or in material breach of the constitutive documents of the Company or any provisions of relevant service agreement. Notwithstanding the foregoing, advances from funds of the Company to a person entitled to indemnification hereunder for legal expenses and other costs incurred as a result of a legal action will be made only if the following three conditions are satisfied: (1) the legal action relates to the performance of duties or services by such person on behalf of the Company; (2) the legal action is initiated by a third party to the Company; and (3) such person undertakes to repay the advanced funds in cases in which it is finally and conclusively determined that it would not be entitled to indemnification hereunder.

The Company shall not indemnify the Indemnified Persons in the event of claim resulting from legal proceedings between the General Partner and each manager, partner, shareholder, director, officer, employee, agent or controlling person of the same.

Chapter V. General meetings

Art. 24. General meetings of the Company. The general meeting of shareholders shall represent all the shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company, provided that, unless otherwise provided herein, any resolution of the general meeting of shareholders amending the articles of incorporation or creating rights or obligations vis-à-vis third parties must be approved by the General Partner.

The annual general meeting of shareholders shall be held in Luxembourg, either at the Company's registered office or at any other location in Luxembourg, to be specified in the notice of the meeting, at the registered office of the Company on the second Thursday of June. If this day is not a banking day in Luxembourg, the annual general meeting of shareholders shall be held on the next banking day. The annual general meeting of shareholders may be held abroad if the General Partner, acting with sovereign powers, decides that exceptional circumstances so require.

Other general meetings of shareholders may be held at the place and on the date specified in the notice of meeting.

General meetings of shareholders shall be convened by the General Partner pursuant to a notice setting forth the agenda and sent by registered letter at least eight (8) days prior to the meeting to each registered shareholder at the shareholder's address recorded in the register of shareholders. The giving of such notice to registered shareholders need not be justified to the meeting. If bearer shares are issued the notice of meeting shall in addition be published as provided by law in the "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations", in one or more Luxembourg newspapers, and in such other newspapers as the General Partner may decide.

If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

The General Partner may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders.

Each share, whatever its value, shall provide entitlement to one vote. Fractions of shares do not give their holders any voting right.

Shareholders may take part in meetings by designating in writing or by facsimile, telegram or telex, other persons to act as their proxy.

The requirements for participation, the quorum and the majority at each general meeting are those outlined in articles 67 and 67-1 of the law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Any resolution of a meeting of shareholders to the effect of amending these articles of incorporation must be passed with (i) a presence quorum of fifty percent (50%) of the shares issued by the Company at the first call and, if not achieved, with no quorum requirement for the second call and, (ii) the approval of a majority of at least two-thirds (2/3) of the votes validly cast by the shareholders present or represented at the meeting and (iii) the consent of the General Partner.

In accordance with article 68 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, any resolution of the general meeting of shareholders of the Company, affecting the rights of the holders of shares of any Sub-Fund, class or type vis-à-vis the rights of the holders of shares of any other Sub-Fund or Sub-Funds, class or classes, type or types shall be subject to a resolution of the general meeting of shareholders of such Sub-Fund or Sub-Funds, class or classes, type or types. The resolutions, in order to be valid, must be adopted in compliance with the quorum and majority requirements referred herein, with respect to each Sub-Fund or Sub-Funds, class or classes, type or types concerned.

Art. 25. General meetings in Sub-Fund(s) or in Class(es) of Shares. The provisions of article 24 shall apply, mutatis mutandis, to such general meetings.

Unless otherwise provided for by law or herein, the resolutions of the general meeting of shareholders of a Sub-Fund or of a class of shares are passed by a simple majority vote of the shareholders present or represented.

Art. 26. Termination and amalgamation of Sub-Funds or Classes of Shares. In the event that, for any reason whatsoever, the value of the total net assets in any Sub-Fund or the value of the net assets of any class of ordinary shares within a Sub-Fund has decreased to, or has not reached, an amount determined by the General Partner to be the minimum level for such Sub-Fund, or such class of ordinary shares, to be operated in an economically efficient manner or in case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation or as a matter of economic rationalisation, the General Partner may decide to redeem all the shares of the relevant class or classes at the net asset value (taking into account actual realisation prices of investments and realization expenses) calculated with reference to the Valuation Day in respect of which such decision shall be effective. The Company shall serve a notice to the shareholders of the relevant class or classes prior to the effective date for the compulsory redemption, which will indicate the reasons and the procedure for the redemption operations. Where applicable and unless it is otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between the shareholders, the shareholders of the Sub-Fund or of the class of ordinary shares concerned may continue to request redemption of their shares free of charge (but taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) prior to the date effective for the compulsory redemption.

Notwithstanding the powers conferred to the General Partner by the preceding paragraph, the general meeting of shareholders of any one or all classes of ordinary shares issued in any Sub-Fund will, in any other circumstances, have the power, with the consent of the General Partner, to decide the redemption of all the ordinary shares of the relevant class or classes and refund to the shareholders the net asset value of their ordinary shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) calculated with reference to the Valuation Day in respect of which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such general meeting of shareholders which shall decide by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting, and the consent of the General Partner.

Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the depositary of the Company until they are remitted with the caisse de consignation on behalf of the persons entitled thereto, in compliance with the deadlines foreseen under the applicable legal and/or regulatory requirements.

Under the same circumstances as provided by the first paragraph of this article, the General Partner may decide to allocate the assets of any Sub-Fund to those of another existing Sub-Fund within the Company, or to another Luxembourg undertaking for collective investment organised under the provisions of the Law of 13 February 2007 or the law dated 20 December 2002 concerning undertakings for collective investment, as amended, or to another sub-fund within such other undertaking for collective investment (the “new sub-fund”) and to re-designate the shares of the class or classes concerned as shares of the new sub-fund (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). Such decision will be published in the same manner as described in the first paragraph of this article one month before its effectiveness (and, in addition, the publication will contain information in relation to the new sub-fund), in order to enable shareholders to request redemption of their shares, free of charge, during such period. Shareholders who have not requested redemption will be transferred de jure to the new sub-fund.

Notwithstanding the powers conferred to the General Partner by the preceding paragraph, a contribution of the assets and of the then current and determined liabilities attributable to any Sub-Fund to another Sub-Fund within the Company may be decided upon by a general meeting of the shareholders of the class or classes of shares issued in the Sub-Fund concerned for which there shall be no quorum requirements and which will decide upon such an amalgamation by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting, with the consent of the General Partner.

Furthermore, in other circumstances than those described in the first paragraph of this article, a contribution of the assets and of the then current and determined liabilities attributable to any Sub-Fund to another undertaking for collective investment referred to in the fourth paragraph of this article or to another sub-fund within such other undertaking for collective investment shall require a resolution of the shareholders of the class or classes of shares issued in the Sub-Fund concerned. There shall be no quorum requirements for such general meeting of shareholders, which shall decide

by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting, with the consent of the General Partner, except when such an amalgamation is to be implemented with a Luxembourg undertaking for collective investment of the contractual type (“fonds commun de placement”) or a foreign based undertaking for collective investment, in which case resolutions shall be binding only on such shareholders who have voted in favour of such amalgamation.

Chapter VI - Annual accounts

Art. 27. Financial Year. The financial year of the Company shall start on 1st January of each year and shall end on 31st December.

The Company shall publish an annual report in accordance with the legislation in force.

Art. 28. Distributions. The General Partner, within the limits provided by law and these articles of incorporation, determines how the results of the Company and its Sub-Funds shall be disposed of, and may from time to time declare distributions of dividends in compliance with the issuing documents of the Company.

Payments of distributions to holders of registered shares shall be made to such shareholders at their addresses in the register of shareholders.

Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the General Partner shall determine from time to time.

Any dividend distribution that has not been claimed within five (5) years of its declaration shall be forfeited and revert to the class or classes of shares issued by the Company or by the relevant Sub-Fund.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

Chapter VII - Auditor

Art. 29. Auditor. The Company shall have the accounting data contained in the annual report inspected by a Luxembourg independent auditor (“réviseur d’entreprises agréé”) appointed by the general meeting of shareholders, which shall fix his remuneration. The auditor shall fulfil all duties prescribed by law.

Chapter VIII - Depositary

Art. 30. Depositary. The Company will appoint a depositary which meets the requirements of the Law of 13 February 2007.

The depositary shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the Law of 13 February 2007.

Chapter IX - Winding-up - Liquidation

Art. 31. Winding-up - Liquidation. The Company may at any time upon proposition of the General Partner be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements necessary for the amendment of these articles of incorporation.

Whenever the share capital falls below two-thirds (2/3) of the minimum capital provided for by the Law of 13 February 2007, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting of shareholders by the General Partner. The general meeting of shareholders, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes of the shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting whenever the share capital falls below one-fourth (1/4) of the minimum capital provided for by the Law of 13 February 2007; in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by shareholders holding one-fourth (1/4) of the votes of the shares represented at the meeting.

The general meeting of shareholders must be convened so that it is held within a period of forty (40) days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds (2/3) or one-fourth (1/4) of the legal minimum, as the case may be.

The liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their powers and their compensation.

The liquidation will take place in accordance with applicable Luxembourg law. The net proceeds of the liquidation will be distributed to shareholders in proportion to their rights.

At the end of the liquidation process of the Company, any amounts that have not been claimed by the shareholders will be paid into the caisse de consignation, which keep them available for the benefit of the relevant shareholders for the duration provided for by law. After this period, the balance will return to the State of Luxembourg.

Chapter IX - General provisions

Art. 32. Applicable Law. In respect of all matters not governed by these articles of incorporation, the parties shall refer to the provisions of the law of 10 August 1915 on commercial companies and the amendments thereto, and the relevant law and regulations applicable to Luxembourg undertakings for collective investment, notably the Law of 13 February 2007.

105096

Subscription and Payment

The capital has been subscribed as follows:

Name of Subscriber	Number of subscribed shares	Value
1.- Atlantico Investment Strategies Management S.à r.l.	1 (one) general partner share	EUR 1,000.-
2.- Atlântico Europa Capital Lux S.à r.l.	48 (forty-eight) ordinary shares	EUR 48,000.-
3.- Atlantico Investment Strategies Management S.à r.l.	1 (one) ordinary share	EUR 1,000.-

Upon incorporation, the general partner share and all ordinary shares were fully paid-up, as it has been justified to the undersigned Notary.

Transitional dispositions

The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and shall end on 31 December 2013.

The first general annual meeting of shareholders shall be held in 2014. The first annual report of the Company will be dated 31 December 2013.

Expenses

The expenses, costs, fees or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately EUR 4,000.-.

Statements

The undersigned Notary states that the conditions provided for in articles 26, 26-3 and 26-5 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

Extraordinary general meeting

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as duly convened, have immediately proceeded to an extraordinary general meeting. Having first verified that it was regularly constituted, the meeting took the following resolutions:

First resolution

The registered office of the Company shall be at 37C, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Second resolution

The independent auditor for the Company shall be KPMG Luxembourg, a private limited company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies' register under number B 149.133, having its registered office at 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The auditor shall remain in office until the close of annual general meeting approving the accounts of the Company as of 31 December 2013.

Whereof this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned states herewith that upon request of the above-appearing person, this deed is worded in English.

This original deed having been read to the appearing persons, known to the Notary by their name, first name, civil status and residence, the said appearing persons signed together with us, the Notary, this original deed.

Signé: S. BAIER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 23 juillet 2013. Relation: LAC/2013/34323. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 7 août 2013.

Référence de publication: 2013113756/669.

(130138253) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 août 2013.

SCSI Luxembourg Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4963 Clemency, 9BIS, rue Basse.

R.C.S. Luxembourg B 160.833.

L'an deux mil treize, le vingt juin.

Pardevant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg-Eich.

A comparu:

La société «AUVILU SARL», ayant son siège social à L-4963 Clémency, 9, rue Basse, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 133.092,

ici représentée par Madame Géraldine Nucera, employée privée, demeurant professionnellement à L-2740 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 19 juin 2013,

laquelle procuration, après avoir été paraphée «ne varietur» par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes pour les besoins de l'enregistrement.

Laquelle comparante a déclaré être la seule et unique associée, représentant l'intégralité du capital social de la société à responsabilité limitée " SCSI Luxembourg S.à r.l." établie et ayant son siège social à L-4963 Clémency, 9bis, rue Basse, constituée suivant acte reçu par Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 14 juillet 2011, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1573,

que ladite société est inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg section B sous le numéro 160.833.

Ensuite l'associée unique, représentée comme ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associée unique, représentée comme ci-avant, décide d'insérer dans les statuts de la société une clause relative à la distribution de dividendes intérimaires.

Deuxième résolution

En conséquence de ce qui précède, l'associée unique, représentée comme ci-avant, modifie l'article 12 des statuts, qui aura dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 12.** Les décisions des associés sont prises en assemblée générale ou encore par un vote écrit sur le texte des résolutions à prendre et qui sera communiqué par lettre recommandée par la gérance aux associés.

Le vote écrit devra dans ce dernier cas être émis et envoyé à la société par les associés dans les quinze jours de la réception du texte de la résolution proposée.

Des dividendes intérimaires peuvent être distribués dans les conditions suivantes:

- des comptes intérimaires sont établis sur une base trimestrielle ou semestrielle,
- ces comptes doivent montrer un profit suffisant, bénéfices reportés inclus,
- la décision de payer des dividendes intérimaires est prise par les associés.»

Frais.

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élève approximativement à sept cent cinquante euros (750,- EUR).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la comparante, connue du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: G. NUCERA, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 26 juin 2013. Relation: LAC/2013/29334. Reçu 75.-€ (soixante-quinze Euros).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR COPIE CONFORME, délivrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.

Luxembourg, le 17 juillet 2013.

Référence de publication: 2013100952/49.

(130121768) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2013.

Europäisches Rohstoffhandelshaus S.à r.l. et Cie. S.e.c.s., Société en Commandite simple.

Siège social: L-8017 Strassen, 18, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 147.020.

AUFLÖSUNG

Im Jahre zweitausenddreizehn, dem dreissigsten Juni

Sind erschienen:

1. Der Komplementär: Europäisches Rohstoffhandelshaus S.à r.l., vertreten durch Herrn Reinhold Ziegler
2. Der Kommanditist: Herr Reinhold Ziegler

geboren am 14.05.1950 in A-Innsbruck
 wohnhaft Eschenweg 25a, D-61440 Oberursel/Ts.
 ausgewiesen durch Personalausweis
 Frau Andrea Ziegler,
 geboren am 10.04.1960 in D-Hamburg
 wohnhaft Eschenweg 25a, D-61440 Oberursel/Ts.
 ausgewiesen durch Personalausweis

Die Erschienenen beschließen durch Unterzeichnung folgender privatschriftlichen Urkunde die Kommanditgesellschaft Europäisches Rohstoffhandelshaus S. à r. l. et Cie. S.e.c.s. aufzulösen:

1. Die Gesellschaft mit beschränkter Haftung „Europäisches Rohstoffhandelshaus S.à r.l. et Cie., mit Sitz in L-8017 Strassen, 18, rue de la Chapelle, eingetragen im Handelsregister unter der Nummer B 147020 am 14.07.2009, wurde gegründet gemäß privat schriftlicher Urkunde am 13. Juli 2009.

2. Das Kapital der Gesellschaft beträgt zehntausend Euro (EUR 10.000,00), aufgeteilt in tausend (1.000) Anteile mit einem Nennwert von je zehn Euro (EUR 10,00) pro Anteil, das vollständig eingezahlt ist.

3. Die Erschienenen sind alleinige Inhaber sämtlicher Anteile der vorgenannten Gesellschaft.

4. Die Komplementen als alleinige Inhaber vorgenannter Gesellschaft, erklären dass die Gesellschaft ab sofort als aufgelöst zu betrachten ist.

5. Die Komplementen übernehmen sämtliche Aktiva und Passiva der Gesellschaft und haften für die von der Gesellschaft eingegangenen Verpflichtungen.

6. Die Unterlagen und Geschäftsbücher werden während der gesetzlich vorgesehenen Dauer von fünf (5) Jahren an der Privatadresse des Kommanditisten Reinhold Ziegler aufbewahrt.

Luxemburg, den 30. Juni 2013.

Reinhold Ziegler / Andrea Ziegler / Europäisches Rohstoffhandelshaus S.à r.l.

- / - / Vertreten durch ihren Geschäftsführer Herrn Reinhold Ziegler

Kommanditist / Kommanditist / Komplementärin

Référence de publication: 2013101350/38.

(130123313) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juillet 2013.

Audio-Idea.lu S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7396 Hunsdorf, 10, rue de Prettange.

R.C.S. Luxembourg B 178.766.

STATUTS

L'an deux mille treize, le dix-huit juillet.

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

A comparu:

Monsieur Ivano ANDRESINI, né à Esch-sur-Alzette le 13 avril 1979, demeurant à L-7396 Hunsdorf, 10, rue de Prettange.

Lequel comparant a arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée à constituer.

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination de: "AUDIO-IDEA.LU S.à r.l.".

L'associé unique pourra à tout moment se réunir avec un ou plusieurs associés et les futurs associés pourront également prendre toutes les mesures nécessaires afin de rétablir le caractère uni-personnel de la société.

Art. 2. Le siège social est établi à Hunsdorf (Commune de Lorentzweiler).

Il pourra être transféré en tout autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision de l'associé.

Art. 3. La société a pour objet les conseils et prestations de services dans le domaine de la télécommunication, l'activité d'agence en communication, l'exploitation d'un bureau de marketing, de consulting, de publicité, l'achat, la vente et la mise à la disposition d'encarts publicitaires dans toutes sortes de médias et l'organisation de campagnes publicitaires.

Elle pourra, d'une façon générale, faire tous actes, transactions ou opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou qui seraient de nature à en faciliter ou développer la réalisation.

Art. 4. La durée de la société est illimitée.

Art. 5. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre de chaque année.

Chaque année, le trente-et-un décembre les comptes annuels sont arrêtés et la gérance dresse inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société ainsi qu'un bilan et un compte de pertes et de profits.

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (EUR 12.500.-), représenté par CENT (100) parts sociales de CENT-VINGT-CINQ EUROS (EUR 125.-) chacune.

Art. 7. Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle dans l'actif social et dans les bénéfices.

Art. 8.

a) La cession entre vifs:

Tant que la société ne comprendra qu'un associé, celui-ci sera libre de céder tout ou partie des parts à qui il entend.

En présence de plusieurs associés, et pour toutes cessions de parts sociales, les associés bénéficieront d'un droit de préemption.

b) La transmission pour cause de mort:

Le décès de l'associé unique n'entraîne pas la dissolution de la société. Si l'associé unique n'a laissé aucune disposition de dernière volonté concernant l'exercice des droits afférents aux parts sociales, lesdits droits seront exercés par les héritiers et légataires régulièrement saisis ou envoyés en possession, proportionnellement à leurs droits dans la succession. Jusqu'au partage des dites parts ou jusqu'à la délivrance de legs portant sur celles-ci.

Pour le cas où il y aurait des parts sociales non proportionnellement partageables, lesdits héritiers et légataires auront l'obligation pour lesdites parts sociales de désigner un mandataire.

En présence de plusieurs associés, les parts sociales peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires des parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants.

Pour le surplus, les articles 189 et 190 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, sont applicables.

Art. 9. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, choisis par l'associé qui fixe les pouvoirs. Ils peuvent être à tout moment révoqués par décision de l'associé.

A moins que l'associé n'en décide autrement, le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances.

L'associé unique est habilité à instituer des succursales partout, selon qu'il appartiendra, aussi bien dans le Grand-Duché qu'à l'étranger.

Art. 10. Simples mandataires de la société, le ou les gérants ne contractent en raison de leur fonctions aucune obligation personnelle relativement à celles-ci, ils ne seront responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 11. Chaque année, au dernier jour de décembre, il sera dressé un inventaire de l'actif et du passif de la société.

Le bénéfice net constaté, déduction faite des frais généraux, traitements et amortissements, sera réparti de la façon suivante:

- cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve légal, dans la mesure des dispositions légales,
- le solde restera à la libre disposition de l'associé.

Art. 12. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par l'associé.

Art. 13. Pour tous les points non prévus expressément dans les présents statuts, la partie s'en réfère aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commencera le jour de la constitution et se terminera le trente-et-un décembre deux mille treize (31.12.2013).

Souscription et Libération

Toutes les parts sont souscrites en numéraire par l'associé unique Monsieur Ivano ANDRESINI, né à Esch-sur-Alzette le 13 avril 1979, demeurant à L-7396 Hunsdorf, 10, rue de Prettange, pré-qualifié.

L'associé unique déclare que toutes les parts sociales souscrites sont intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (EUR 12.500.-) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Estimation des frais

Le montant des charges, frais, dépenses, ou rémunérations, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution est évalué sans nul préjudice à environ mille euros.

Assemblée Générale Extraordinaire

L'associé unique, agissant en lieu et place de l'assemblée générale, prend les résolutions suivantes:

1. Est nommé gérant unique de la société pour une durée indéterminée:

Monsieur Ivano ANDRESINI, né à Esch-sur-Alzette le 13 avril 1979, demeurant à L-7396 Hunsdorf, 10, rue de Prettange, pré-qualifié.

La société est valablement engagée par sa seule signature.

2. Le siège social de la société est établi à l'adresse suivante: L-7396 Hunsdorf, 10, rue de Prettange.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, le comparant a signé avec moi, notaire, la présente minute.

Signé: ANDRESINI, MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 19/07/2013. Relation: EAC/2013/9542. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Releveur (signé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 22 juillet 2013.

Référence de publication: 2013102016/94.

(130124452) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2013.

Mungis S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 150.255.

In the year two thousand and thirteen, on eleventh of July.

Before us Maître Karine REUTER, notary, residing in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

1) Tallabay Entreprises Limited, a company having its registered office at 1, Arch. Kyprianou, CY - PC 3036 Limassol, Cyprus, registered with the department of registrar of companies and official receiver Nicosia under number HE 164622,

2) Copper Holdings LLC, a company having its registered office at 214, West Lincoln Way, étage Suite 23, USA - WY 82001 Cheyenne, Wyoming, registered by the Secretary of State, State of Wyoming under number CID No.: 200400468158,

here represented by Mrs Aurore DARGENT,

residing professionally in Luxembourg, by virtue of proxy, acting as the shareholders of

Mungis S.à r.l.

a société à responsabilité limitée, having its registered office at L-2540 Luxembourg, 15 rue Edward Steichen,

registered with the Luxembourg trade and companies register under number B150.255.

The appearing person, acting in said capacity, has requested the undersigned notary to state the following declarations and resolutions of the general meeting:

The Company has been incorporated pursuant to a deed of Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, on 3rd of December, 2009, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on the 28th January, 2010, number 179, page 8.559.

The articles of incorporation have not been amended since the incorporation.

The Company's subscribed share capital is currently set at thirty-five thousand five hundred and fifty-four euro and seventy-eight cent (EUR 35,554.78) represented by three million five hundred fifty-five thousand four hundred seventy-eight (3,555,478) shares with a par value of one euro cent (EUR 0.01) each.

I. The agenda of the Meeting is worded as follows:

Agenda

1. Waiver of Convening notices

2. Dissolution of the Company and decision to voluntarily put the Company into liquidation

3. Appointment of a Liquidator and determination of his powers

4. Miscellaneous

II. The shareholders present, the proxies of the represented shareholders and the number of its shares are shown on an attendance-list; this attendance-list, signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders and by the board of the extraordinary general meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time

with the registration authorities. The proxy of the represented shareholders, signed ne varietur by the appearing parties will also remain annexed to the present deed.

III. The whole subscribed capital being represented at the present extraordinary general meeting and the shareholders represented declaring that they have had due notice and got knowledge of the agenda prior to this extraordinary general meetings, no convening notices were necessary.

First resolution

The entirety of the corporate share capital being represented at the present Meeting, the Meeting waives the convening notices, the shareholders represented considering them as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to them in advance.

Second resolution

The shareholder decides to dissolve the Company and to voluntarily put the Company into liquidation (the "Liquidation").

Third resolution

The shareholder appoint Fairland Property Limited having its registered office in P.O Box 957, Road Town (Tortola), British Virgin Islands, registered under number 517295 with the Trade Registry of the British Virgin Islands, to assume the role of liquidator of the Company (the "Liquidator").

The Liquidator shall have the broadest powers as set out in articles 141 and following of the co-ordinated law on commercial companies of 10th August 1915 (the "Law").

He can also accomplish all deeds foreseen in article 145 of the Law without the prior authorization of the shareholders' meeting in the cases where it is required.

The liquidator is dispensed from keeping an inventory and can refer to the accounts of the Company.

He can, under his own responsibility, and for special and defined operations delegate to one or several proxy parts of his powers which he will define and for the duration fixed by him.

The shareholders further resolve to empower and authorize the Liquidator to make, in his sole discretion, advance payments of the liquidation proceeds (boni de liquidation) to the shareholders of the Company, in accordance with article 148 of the Law.

When the liquidation is complete, the Liquidator shall make a report to the general meeting of the shareholders, in accordance with article 151 of the Law.

Expenses

The expenses and remunerations which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately EUR 1,300 (one thousand three hundred Euro).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing parties, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxy holder of the appearing parties, the proxy holder of the appearing parties signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française:

L'an deux mil treize, le onze juillet.

Pardevant Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

1) Tallabay Entreprises Limited, une société ayant son siège social à 1, Arch. Kyprianou, CY - PC 3036 Limassol, Chypre, inscrite au registre des compagnies de Nicosie sous le numéro HE 164622,

2) Copper Holdings LLC, une société ayant son siège social à 214, West Lincoln Way, étage Suite 23, USA - WY 82001 Cheyenne, Wyoming, inscrite au registre de Secretary of State, State of Wyoming sous le numéro CID No.: 200400468158.

ici représentées par Madame Aurore DARGENT

demeurant professionnellement à L-2540 Luxembourg, 15 rue Edward Steichen, agissant en vertu d'une procuration sous seing privé, laquelle est annexée aux présentes,

lesdites parties comparantes agissant en leur qualité d'actionnaires uniques de la société

Mungis S.à r.l.

une société anonyme, établie et ayant son siège social à L-2540 Luxembourg, 15 rue Edward Steichen, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B150.255.

La dite partie comparante, agissant ès-qualité, a requis le notaire instrumentant d'acter les déclarations suivantes:

La société a été constituée en vertu d'un acte reçu par Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 3 décembre 2009,

publiée au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 28 janvier 2010, numéro 179, page 8559.

Le capital social de la société est fixé à la somme de trente-cinq mille cinq cent cinquante-quatre mille euros soixante-dix-huit cents (EUR 35.554,78) représenté par trois millions cinq cent cinquante-cinq mille quatre cent soixante-dix-huit (3.555.478) parts sociales d'une valeur nominale de un cent (EUR 0,01) chacune.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

Ordre du jour

1. Renonciation aux formalités de convocation
2. Dissolution de la Société et décision de mise en liquidation volontaire de la Société;
3. Nomination d'un liquidateur de la Société et définition de ses responsabilités
4. Divers

Les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre de parts sociales qu'ils détiennent, sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement. Reste pareillement annexée aux présentes la procuration de l'associé représenté, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

II. L'intégralité du capital social souscrit étant représentée à la présente assemblée générale extraordinaire, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires représentés et présents se reconnaissant dûment convoqué et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué au préalable. La présente assemblée générale extraordinaire est ainsi régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Première résolution

L'entière du capital social étant représentée à la présente Assemblée, l'Assemblée renonce aux formalités de convocation, les actionnaires représentés se considérant dûment convoqués et déclarant avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué en avance.

Deuxième résolution

L'associé unique décide de procéder à la dissolution de la Société et de mettre ainsi volontairement la Société en liquidation (la «Liquidation»)

Troisième résolution

L'associé unique décide de nommer Fairland Property Limited, établie et ayant son siège social à P.O Box 957, Road Town (Tortola), Iles Vierges Britanniques inscrite sous le numéro 517295 au Registre de Commerce et des Sociétés des Iles Vierges Britanniques, à la fonction du liquidateur de la Société (le «Liquidateur»).

Le Liquidateur a les pouvoirs les plus étendus, prévus par les articles 141 et suivants de la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 telle que modifiée (la "Loi"). Il peut accomplir les actes prévus à l'article 145 de la Loi sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans les cas où elle est requise.

Le Liquidateur est dispensé de dresser inventaire et peut s'en référer aux écritures de la société.

Il peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'il fixe.

L'associé unique décide en outre d'autoriser le Liquidateur, à sa seule discrétion à verser des acomptes sur le boni de liquidation, aux associés de la Société conformément à l'article 148 de la Loi.

Lorsque la Liquidation sera terminée, le Liquidateur préparera un rapport à l'assemblée générale conformément à l'article 151 de la Loi.

Frais

Les frais et honoraires incombant à la société à raison des présentes sont évalués à la somme de 1.300.- EUR (mille trois cents euros).

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise constate que sur demande du comparant le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture faite à la comparante ainsi qu'aux membres du bureau, tous connus du notaire instrumentant par nom, prénom, état et demeure, ils ont tous signé avec le notaire le présent acte.

Signés: A DARGENT, K. REUTER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 16 juillet 2013. Relation: EAC/2013/9256. Reçu douze euros 12.-

Le Receveur (signé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME.

PETANGE, le 19 juillet 2013.

Référence de publication: 2013102525/149.

(130124498) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2013.

Oneiros Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 164.744.

In the year two thousand thirteen, on the twenty-first day of June.

Before the undersigned Maître Gérard LECUIT, notary residing in Luxembourg.

Was held an Extraordinary General Meeting of shareholders of "ONEIROS INVESTMENTS S.A." (the "Company"), a société anonyme having its registered office in Luxembourg, incorporated by a notarial deed, on 30 September 2011, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, number 3182 of 27 December 2011.

The meeting was opened by Mr Mustafa NEZAR, lawyer, residing professionally in Luxembourg, being in the chair, who appointed as secretary Mr Guy DECKER, employee, residing professionally in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Mrs Cristine ASTGEN, employee, residing professionally in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

I. The agenda of the meeting is the following:

1. Increase of the subscribed capital by an amount of FOUR HUNDRED SIXTY-NINE THOUSAND EURO (EUR 469,000) to bring it from its present amount of THIRTY-ONE THOUSAND EURO (31,000.- EUR) to FIVE HUNDRED THOUSAND EURO (500,000.- EUR) by the issuing of FOUR HUNDRED SIXTY-NINE THOUSAND (469,000) new shares, with a par value of ONE EURO (1.- EUR) each, having the same rights and obligations as the existing shares.

2. Subscription and payment by contribution in cash of the new shares by the sole shareholder of the Company.

3. Subsequent amendment of the first and second paragraph of article 5 of the articles of association.

4. Miscellaneous.

II. The shareholders present or represented, the proxyholders of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxyholders of the represented shareholders, the board of the meeting and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed.

The proxies of the represented shareholders will also remain annexed to the present deed.

III. As appears from the said attendance list, all the shares in circulation are present or represented at the present general meeting, so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda.

After the foregoing has been approved by the meeting, the meeting unanimously took the following resolutions:

First resolution

The general meeting decides to increase the subscribed capital by an amount of FOUR HUNDRED SIXTY-NINE THOUSAND EURO (EUR 469,000) to bring it from its present amount of THIRTY-ONE THOUSAND EURO (31,000.- EUR) to FIVE HUNDRED THOUSAND EURO (500,000.- EUR) by the issuing of FOUR HUNDRED SIXTY-NINE THOUSAND (469,000) new shares as follows:

- FORTY-SIX THOUSAND NINE HUNDRED (46,900) new "Classe 1 shares",
- FORTY-SIX THOUSAND NINE HUNDRED (46,900) new "Classe 2 shares"
- FORTY-SIX THOUSAND NINE HUNDRED (46,900) new "Classe 3 shares"
- FORTY-SIX THOUSAND NINE HUNDRED (46,900) new "Classe 4 shares"
- FORTY-SIX THOUSAND NINE HUNDRED (46,900) new "Classe 5 shares"
- FORTY-SIX THOUSAND NINE HUNDRED (46,900) new "Classe 6 shares"
- FORTY-SIX THOUSAND NINE HUNDRED (46,900) new "Classe 7 shares"
- FORTY-SIX THOUSAND NINE HUNDRED (46,900) new "Classe 8 shares"
- FORTY-SIX THOUSAND NINE HUNDRED (46,900) new "Classe 9 shares"
- FORTY-SIX THOUSAND NINE HUNDRED (46,900) new "Classe 10 shares",

with a par value of ONE EURO (1.- EUR) each, having the same rights and obligations as the existing shares.

105104

Second resolution

The general meeting decides to accept the subscription and payment of the newly issued shares by the sole shareholder.

Subscription - Payment

Thereupon appeared, the sole shareholder, Mr Francesco LOREDAN, employee, residing at London Flat 3, 19, Bolton Gardens, SW5 OAJ London (United Kingdom) duly represented by Mrs Cristine ASTGEN, prenamed,
by virtue of a proxy given on 19 June 2013, which declared to subscribe for all the shares.

All the shares have been fully paid-up in cash, so that the amount of FOUR HUNDRED SIXTY-NINE THOUSAND EURO (EUR 469,000) is from now on at the disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary, by a bank certificate.

The said proxy, signed "ne varietur" by the person appearing, the board of the meeting and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Third resolution

The general meeting decides to amend the first and second paragraph of article 5 of the articles of association, which will henceforth read as follows:

" **Art. 5. (first and second paragraph).** The corporate capital is set at FIVE HUNDRED THOUSAND EUROS (EUR 500,000), represented by FIVE HUNDRED THOUSAND (500,000) shares with a par value of ONE EURO (EUR 1) each, comprising:

(i) fifty thousand (50,000) ordinary shares having a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each (hereafter referred to as the "Class 1 Shares");

(ii) fifty thousand (50,000) ordinary shares having a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each (hereafter referred to as the "Class 2 Shares");

(iii) fifty thousand (50,000) ordinary shares having a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each (hereafter referred to as the "Class 3 Shares");

(iv) fifty thousand (50,000) ordinary shares having a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each (hereafter referred to as the "Class 4 Shares");

(v) fifty thousand (50,000) ordinary shares having a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each (hereafter referred to as the "Class 5 Shares");

(vi) fifty thousand (50,000) ordinary shares having a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each (hereafter referred to as the "Class 6 Shares");

(vii) fifty thousand (50,000) ordinary shares having a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each (hereafter referred to as the "Class 7 Shares");

(viii) fifty thousand (50,000) ordinary shares having a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each (hereafter referred to as the "Class 8 Shares");

(ix) fifty thousand (50,000) ordinary shares having a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each (hereafter referred to as the "Class 9 Shares");

(x) fifty thousand (50,000) ordinary shares having a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each (hereafter referred to as the "Class 10 Shares")"

There being no further business, the meeting is terminated.

Estimation - Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the corporation incurs or for which it is liable by reason of the present increase of capital, is approximately TWO THOUSAND EURO (2,000.- EUR).

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the members of the board and to the proxyholder of the appearing parties, who are known to the notary by their surname, first name, civil status and residence, they signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mil treize, le vingt et un juin.

Par-devant Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg,

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "ONEIROS INVESTMENTS S.A." (la «Société»), avec siège social à Luxembourg, constituée par acte notarié en date du 30 septembre 2011, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations numéro 3182 du 27 décembre 2011.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Mustafa NEZAR, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Monsieur Guy DECKER, employé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Cristine ASTGEN, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour Ordre du jour:

1. Augmentation du capital social d'un montant de QUATRE CENT SOIXANTE NEUF MILLE EUROS (EUR 469.000) pour le porter de son montant actuel de TRENTE ET UN MILLE EUROS (EUR 31.000) à un montant de CINQ CENT MILLE EUROS (EUR 500.000) par l'émission de QUATRE CENT SOIXANTE NEUF MILLE (469.000) actions nouvelles d'une valeur nominale de UN EURO (EUR 1) chacune, ayant les mêmes droits et obligations que les actions existantes.

2. Souscription de toutes les actions et libération par un apport en numéraire par l'actionnaire unique de la Société.

3. Modification subséquente du premier et deuxième paragraphe de l'article 5 des statuts.

4. Divers.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée "ne varietur" par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant.

III.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide d'augmenter le capital à concurrence d'un montant de QUATRE CENT SOIXANTE NEUF MILLE EUROS (EUR 469.000) pour le porter de son montant actuel de TRENTE ET UN MILLE EUROS (EUR 31.000) à un montant de CINQ CENT MILLE EUROS (EUR 500.000) par l'émission de QUATRE CENT SOIXANTE NEUF MILLE (469.000) actions nouvelles répartie comme suit:

(i) quarante six mille neuf cents (46.900) actions ordinaires ayant une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune (les «Actions de Classe 1»),

(ii) quarante six mille neuf cents (46.900) actions ordinaires ayant une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune (les «Actions de Classe 2»),

(iii) quarante six mille neuf cents (46.900) actions ordinaires ayant une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune (les «Actions de Classe 3»),

(iv) quarante six mille neuf cents (46.900) actions ordinaires ayant une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune (les «Actions de Classe 4»),

(v) quarante six mille neuf cents (46.900) actions ordinaires ayant une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune (les «Actions de Classe 5»),

(vi) quarante six mille neuf cents (46.900) actions ordinaires ayant une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune (les «Actions de Classe 6»),

(vii) quarante six mille neuf cents (46.900) actions ordinaires ayant une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune (les «Actions de Classe 7»),

(viii) quarante six mille neuf cents (46.900) actions ordinaires ayant une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune (les «Actions de Classe 8»),

(ix) quarante six mille neuf cents (46.900) actions ordinaires ayant une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune (les «Actions de Classe 9»),

(x) quarante six mille neuf cents (46.900) actions ordinaires ayant une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune (les «Actions de Classe 10»),

ayant les mêmes droits et obligations que les actions existantes, toutes d'une valeur nominale de UN EURO (EUR 1) chacune.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide d'accepter la souscription et la libération des actions nouvellement émises par l'actionnaire unique de la Société.

Souscription - Libération

Est alors intervenu aux présentes, l'actionnaire unique de la Société, Monsieur Francesco LOREDAN, employé, demeurant à London Flat 3, 19, Bolton Gardens, SW5 OAJ Londres (Royaume-Uni), ici représenté Madame Cristine ASTGEN, prénommée, en vertu d'une procuration donnée le 19 juin 2013,

lequel a déclaré souscrire à toutes les actions.

Toutes les actions ont été entièrement libérées en espèces, de sorte que le montant de QUATRE CENT SOIXANTE NEUF MILLE EUROS (EUR 469.000) est dès à présent à la disposition de la Société ce dont preuve a été apportée au notaire instrumentant, par un certificat bancaire.

Ladite procuration restera, après avoir été signées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant, annexées aux présentes pour être formalisées avec elles.

Troisième résolution

L'assemblée générale décide de modifier le premier et le deuxième paragraphe de l'article 5 des statuts, qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 5. (premier et deuxième paragraphe).** Le capital social souscrit est fixé à CINQ CENT MILLE EUROS (EUR 500.000) représenté par CINQ CENT MILLE (500.0000) actions d'une valeur nominale d'UN EURO (EUR 1) chacune, divisé en:

- (i) cinquante mille (50.000) actions ordinaires ayant une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune (les «Actions de Classe 1»),
- (ii) cinquante mille (50.000) actions ordinaires ayant une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune (les «Actions de Classe 2»),
- (iii) cinquante mille (50.000) actions ordinaires ayant une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune (les «Actions de Classe 3»),
- (iv) cinquante mille (50.000) actions ordinaires ayant une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune (les «Actions de Classe 4»),
- (v) cinquante mille (50.000) actions ordinaires ayant une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune (les «Actions de Classe 5»),
- (vi) cinquante mille (50.000) actions ordinaires ayant une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune (les «Actions de Classe 6»),
- (vii) cinquante mille (50.000) actions ordinaires ayant une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune (les «Actions de Classe 7»),
- (viii) cinquante mille (50.000) actions ordinaires ayant une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune (les «Actions de Classe 8»),
- (ix) cinquante mille (50.000) actions ordinaires ayant une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune (les «Actions de Classe 9»),
- (x) cinquante mille (50.000) actions ordinaires ayant une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune (les «Actions de Classe 10»).»

Estimation - Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société à raison du présent acte est évalué à environ DEUX MILLE EUROS (2.000.- EUR).

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux membres du bureau et aux comparants, connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. NEZAR, G. DECKER, C. ASTGEN, G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 27 juin 2013. Relation: LAC/2013/29685. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 juillet 2013.

Référence de publication: 2013102602/210.

(130124730) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2013.

Madas S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 107.316.

DISSOLUTION

L'an deux mille treize, le deux juillet;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

La société anonyme constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg "SGG S.A.", établie et ayant son siège social à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 65906,

ici représentée par Madame Johanna MICHELOT, employée, demeurant professionnellement à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, en vertu de d'une procuration sous seing privé lui délivrée; laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par la mandataire et le notaire, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, déclare et requiert le notaire instrumentant d'acter:

1) Que la société à responsabilité limitée "MADAS S.à r.l.", (la "Société"), établie et ayant son siège social à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 107316, a été constituée suivant acte reçu par Maître Henri HELLINCKX, notaire alors de résidence à Mersch, en date du 29 mars 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 834 du 1^{er} septembre 2005;

2) Que le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR), représenté par cinq cents (500) parts sociales avec une valeur nominale de vingt-cinq euros (25,- EUR) chacune;

3) Que la partie comparante, représentée comme dit ci-avant, est devenue successivement propriétaire de toutes les parts sociales de la Société (l'"Associé Unique");

4) Que l'Associé Unique déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la Société;

5) Que l'Associé Unique prononce explicitement la dissolution de la Société et sa mise en liquidation, avec effet en date de ce jour;

6) Que l'Associé Unique se désigne comme liquidateur de la Société, et agissent en cette qualité, il aura pleins pouvoirs d'établir, de signer, d'exécuter et de délivrer tous actes et documents, de faire toute déclaration et de faire tout ce qui est nécessaire ou utile pour mettre en exécution les dispositions du présent acte;

7) Que l'Associé Unique, dans sa qualité de liquidateur, requiert le notaire d'acter qu'il déclare que tout le passif de la Société est réglé ou provisionné et que le passif en relation avec la clôture de la liquidation est dûment couvert; en outre il déclare que par rapport à d'éventuels passifs de la Société actuellement inconnus, et donc non payés, il assume l'obligation irrévocable de payer ce passif éventuel et qu'en conséquence de ce qui précède tout le passif de la Société est réglé;

8) Que l'Associé Unique déclare qu'il reprend tout l'actif de la Société et qu'il s'engagera à régler tout le passif de la Société indiqué au point 7);

9) Que l'Associé Unique déclare formellement renoncer à la nomination d'un commissaire à la liquidation;

10) Que l'Associé Unique déclare que la liquidation de la Société est clôturée et que tous les registres de la Société relatifs à l'émission de parts sociales ou de tous autres valeurs seront annulés;

11) Que décharge pleine et entière est donnée aux gérants pour l'exécution de leur mandat;

12) Que les livres et documents de la Société seront conservés pendant cinq ans au moins à Luxembourg à l'ancien siège social de la Société à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, est évalué approximativement à mille euros.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte à la mandataire de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connue du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ladite mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: J. MICHELOT, C. WERSANDT.

105108

Enregistré à Luxembourg A.C., le 4 juillet 2013. LAC/2013/31065. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Releveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 18 juillet 2013.

Référence de publication: 2013102532/57.

(130124000) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2013.

Key Energy Services Luxembourg II S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 13.129,00.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 2A, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 141.391.

In the year two thousand and thirteen, on the third day of July.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, the undersigned notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Key Energy Services Luxembourg I Sàrl, a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 2a Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and being registered with the Luxembourg Trade and Companies Registry under number B 141.376 ("KES Lux I"), represented by Mr. Raymond THILL, notary clerk, residing professionally in the Grand Duchy of Luxembourg at 74, Avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg,

by virtue of a proxy given under private seal, which, initialed ne varietur by the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed simultaneously with the registration authorities

The appearing party, represented as stated above, has requested that the undersigned notary record that:

I. It is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of the Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) Key Energy Services Luxembourg II S.à r.l., with registered office at 2a, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, incorporated on 26 August 2008, pursuant to a deed of Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations ("Mémorial C"), number 2344 of 25 September 2008, at page 112477, the articles of which were amended pursuant to a deed of Maître Martine SCHAEFFER, on 30 December 2011, published in Mémorial C, number 675 of 14 March 2012, at page 32389, such deed was rectified on 2 February 2012 as published in Mémorial C, number 737 of 20 March 2012, at page 35337, and being registered with the Luxembourg Registry of Commerce and Companies under the number B 141.391 (the "Company").

The appearing party further requests that the notary record that:

The Agenda of the Meeting is the following:

Agenda

1. Approval of the increase of the Company share capital by an amount of EUR 1.- (one euro), so as to raise it from its current amount of EUR 13,128.- (thirteen thousand one hundred twenty-eight euro), to an amount of EUR 13,129.- (thirteen thousand one hundred twenty-nine euro) by the issue of 1 (one) share, with a nominal value of EUR 1.- (one euro) (the "New Share"), subject to the payment of a share premium of EUR 20,356.99 (twenty thousand three hundred fifty-six euro and ninety-nine cents) (the "Share Premium"), of which EUR 1 (one euro) shall be allocated to the legal reserve, by way of a USD 26,500 (twenty-six thousand five hundred United States dollar) cash contribution, the equivalent of which is EUR 20,357.99 (twenty thousand three hundred fifty-seven euro and ninety-nine cents) according to the European Central Bank EUR/USD exchange rate of 2 July 2013 (the "Cash Contribution");

2. Subscription to and payment of the share capital increase specified in item 1 above;

3. Consequent amendment Article 8 of the Company's Articles of Incorporation;

4. Empowerment of any member of the Board of Managers and/or any employee of the law firm of DSM Di Stefano Moysse to individually sign and execute all such documents, certificates and notices on behalf of the Company as he or she may consider expedient for this capital increase, and to sign any ancillary agreements and documents in connection therewith, and as necessary, ratify any formalities carried out or documents signed in view of the capital increase; and

5. Miscellaneous.

Then the appearing party, represented as mentioned above, takes the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the Company's issued share capital by an amount of EUR 1.- (one euro), so as to raise it from its current amount of EUR 13,128.- (thirteen thousand one hundred twenty-eight euro), to an amount of EUR 13,129.- (thirteen thousand one hundred twenty-nine euro) by the issue of 1.- (one) share, with a nominal value of EUR 1 (one euro) (the "New Share"), and to fully pay up this New Share together with a share premium of EUR

20,356.99 (twenty thousand three hundred fifty-six euros and ninety-nine cents) (the "Share Premium") of which EUR 1.- (one euro) shall be allocated to the legal reserve.

Second resolution

The Sole Shareholder of the Company, KES Lux I, as described above, resolves to accept and record the following subscription to and full payment of the New Share and the Share Premium as follows:

Subscription - Payment

The Sole Shareholder resolved to (i) subscribe to the 1 (one) New Share of the Company, having a nominal value of EUR 1.- (one euro), and (ii) fully pay up the New Share and the Share Premium by way of a cash contribution equal to USD 26,500.- (twenty-six thousand five hundred US dollars), the equivalent in euros of which is EUR 20,357.99 (twenty thousand three hundred fifty-seven euros and ninety-nine cents) (the "Cash Contribution"), which is evidenced to the notary by a blocking certificate.

The share capital increase amount is forthwith freely available to the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

The Sole Shareholder furthermore resolved that the value by which the aggregate nominal value of the New Share is exceeded by the Cash Contribution shall be contributed to a share premium reserve attaching to all the issued and paid up shares in the Company's capital, of which EUR 1 (one euro) shall be allocated to the legal reserve.

The Sole Shareholder resolved to record that, further to the increase in capital, the shareholding in the Company is as follows:

Shareholder Name	Subscribed Shares	Total Paid In (EUR)	Nominal Value (EUR)
Key Energy Services Luxembourg I Sàrl	13,129	13,129	1

Third resolution

Further to the above resolutions, the Sole Shareholder decides to amend Article 8 of the Company's Articles to read solely as follows:

" **8.1.** The Company's subscribed and paid-in share capital is set at EUR 13,129.- (thirteen thousand one hundred twenty-nine euro), represented by 13,129 (thirteen thousand one hundred twenty-nine) ordinary shares with a nominal value of EUR 1.- (one euro) each.

8.2. The Company share capital may be changed at any time by a decision of the Shareholders' meeting deliberating in the manner required for amendments to the Articles."

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to amend the Company's share register to reflect the above changes and empowers and authorizes any lawyer or employee of the law firm of DSM DI STEFANO & MOYSE to register the New Share in the Company's share register.

Expenses

The amount of the expenses, remuneration and charges, in any form whatsoever, to be borne by the Company by reason of the present deed is estimated at one thousand one hundred Euro (EUR 1,100.-).

IN WITNESS WEREOF, this deed is drawn up in Luxembourg, on the date shown at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English states herewith that, at the request of the appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version. At the request of the appearing person represented as stated hereabove and in case of divergences between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the Attorney-in-Fact of the appearing person, known to the notary by last name, first name, civil status and residence, the Attorney-in-Fact of the appearing person signed this deed with the notary.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le trois juillet.

Par-devant Nous, Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

Key Energy Services Luxembourg I Sàrl, une société de responsabilité limitée luxembourgeoise, ayant son siège social au 2a Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 141.376 ("KES Lux I"), dûment représentée par Monsieur Raymond THILL, clerc de notaire, demeurant professionnellement au Grand-Duché de Luxembourg à 74, avenue Victor

Hugo, L-1750 Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé, laquelle paraphée ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant demeurera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

La partie comparante, représentée telle qu'elle est décrite ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'acter que:

I. Elle est le seul associé (l'«Associé Unique») de la société Key Energy Services Luxembourg II S.à r.l., une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, ayant son siège social au 2a, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, constituée en date du 26 août 2008, suivant acte de Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° 2344 du 25 septembre 2008, à la page 112477, dont les statuts ont été modifiés en date du 30 décembre 2011, suivant acte de Maître Martine SCHAEFFER, et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° 675 du 14 mars 2012, à la page 32389, et rectifié en date du 2 février 2012, tel que publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° 737 du 20 mars 2012, à la page 35337, et inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 141.391 (ci-après la «Société»).

La partie comparante représentée telle qu'elle est décrite ci-avant prie également au notaire d'acter ce qui suit:

II. L'ordre du jour de l'assemblée est conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Augmentation du capital social de la Société à concurrence d'un montant d'un euro (EUR 1,-) afin de le porter de son montant actuel de treize mille cent vingt-huit euros (EUR 13.128,-) à un montant de treize mille cent vingt-neuf euros (EUR 13.129,-) par la création et l'émission d'une (1) part nouvelle ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) (la «Nouvelle Part»), sujet au paiement d'une prime d'émission de vingt mille trois cent cinquante-six euros et quatre-vingt-dix-neuf cents (EUR 20.356,99) (la «Prime d'Emission»), de laquelle un euro (EUR 1) sera affecté à la réserve légale, moyennant un apport en numéraire d'un montant de vingt-six mille cinq cents Dollars US (USD 26.500,-) équivalent à la contre valeur en euro de vingt mille trois cent cinquante-sept euros et quatre-vingt-dix-neuf cents (EUR 20.357,99) selon le taux d'échange de la Banque Centrale Européenne du 2 juillet 2013 Apport en Numéraire»).

2. Souscription et paiement de l'augmentation du capital social mentionné ci-dessus.

3. Modification subséquent de l'article 8 des statuts de la Société (les «Statuts»).

4. Habilitation de tout membre du conseil de gérance et/ou tout employée du cabinet DSM Di Stefano Moyse à signer et exécuter tout document, certificat et notification au nom et pour le compte de la Société qu'elle ou il considère utile pour cette augmentation de capital, et à signer tout contrat et document auxiliaire afférents à ladite augmentation, et le cas échéant, à ratifier toute formalité effectuée ou document signé en vue de ladite augmentation; et

5. Divers.

La partie comparante, représentée telle qu'elle est décrite ci-dessous, prend les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social émis de la Société à concurrence d'un montant d'un euro (EUR 1) afin de le porter de son montant actuel de treize mille cent vingt-huit euros (EUR 13.128,-) à un montant de treize mille cent vingt-neuf euros (EUR 13.129,-) par la création et l'émission d'une (1) part nouvelle, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) (la «Nouvelle Part»), et de libérer intégralement la Nouvelle Part ainsi qu'une prime d'émission d'un montant de vingt mille trois cent cinquante-six euros et quatre-vingt-dix-neuf cents (EUR 20.356,99) (la «Prime d'Emission»), de laquelle un euro (EUR 1) sera affecté à la réserve légale.

Deuxième résolution

L'Associé Unique de la Société, KES Lux I, telle qu'elle est décrite ci-dessus, décide souscrire et libérer intégralement la Nouvelle Part ainsi que la Prime d'Emission de la manière décrite ci-dessous.

Souscription - Paiement

L'Associé Unique a décidé de (i) souscrire la Nouvelle Part de la Société ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-), et (ii) libérer intégralement cette Nouvelle Part ainsi que la Prime d'Emission par un apport en numéraire d'un montant de vingt-six mille cinq cents Dollars US (USD 26.500,-) équivalent à la contre valeur en euro de vingt mille trois cent cinquante-sept euros et quatre-vingt-dix-neuf cents (EUR 20.357,99) Apport en Numéraire» documenté à l'attention du notaire par un certificat de blocage.

Le montant de l'augmentation de capital social est désormais à la libre disposition de la Société dont la preuve a été apportée au notaire soussigné.

L'Associé Unique décide d'enregistrer que l'actionnariat de la Société se compose, suite à l'augmentation en capital, comme suit:

Nom de l'actionnaire	Parts Sociales	Montant libéré (EUR)	Valeur Nominale (EUR)
Key Energy Services Luxembourg I Sàrl	13.129	13.129	1

Troisième résolution

Suite aux résolutions ci-dessous, l'Associé Unique décide de modifier l'article 8 des Statuts, qui aura désormais seulement la teneur suivante:

« **8.1.** Le capital social souscrit de la société est fixé à treize mille cent vingt-neuf euros (EUR 13.129,-) représenté par treize mille cent vingt-neuf (13.129) parts sociales ordinaires d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune.

8.2. Le capital social pourra être modifié à n'importe quel moment par une décision des Associés ou par une décision de l'assemblée générale des Associés délibérant selon le de délibération requis pour la modification des Statuts.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques qui incombent à la Société des suites de ce document sont estimés à mille cent euros (EUR 1.100,-).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du comparant ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, le texte étant suivi d'une version française, à la demande de la même partie représentée telle qu'elle est décrite ci-dessous, et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant représenté telle qu'elle est décrite ci-dessous, connu du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: R. Thill et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 11 juillet 2013. LAC/2013/32297. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Receveur ff. (signé): Carole Frising.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 juillet 2013.

Référence de publication: 2013102433/180.

(130124002) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2013.

Nordic Pizza, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 178.774.

—
STATUTES

In the year two thousand thirteen, on the sixteenth of July.

Before Us Maître Marc Loesch, notary residing in Mondorf-les-Bains, (Grand-Duchy of Luxembourg).

THERE APPEARED:

Mr Gustave Geisendorf, entrepreneur, born in Zürich, Switzerland, on 7 September 1974, residing in 20 Phillmore Walk, W87SA London (UK),

here represented by Mrs Vanessa TIMMERMANS private employee, residing professionally in L-2370 Howald, 4, rue Peterelchen, L-2370 Howald,

by virtue of a proxy given under private seal in London (UK), on July 1, 2013.

The said proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary, will remain attached to the present deed, to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing person, represented as stated above, has requested the officiating notary to document the deed of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which he deems to incorporate herewith and the articles of association of which are established as follows:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name NORDIC PIZZA (the Company), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), as well as by the present articles of association (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

2.2 It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the single manager, or as the case may be, by the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other

place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the single partner or the general meeting of partners adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.3 Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the single manager, or as the case may be, the board of managers of the Company. Where the single manager or the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Object.

3.1 The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg companies and foreign companies and all other forms of investments, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stocks, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, as well as the management, control and development of such participations.

3.2 The Company may participate in the establishment and development of any financial, industrial or commercial enterprises in Luxembourg and abroad and may render them every assistance whether by way of loans, guarantees or otherwise.

3.3 The Company may lend and borrow with or without interests in any form and proceed to the issuance of bonds and debentures, within the limits of the law.

3.4 The Company may carry out any other securities, financial, industrial or commercial activity, directly or indirectly connected with its objects and maintain a commercial establishment open to the public. Moreover, the Company may pledge its assets for the benefit of its associates/shareholders. It may also conduct all real estate transactions, such as buying, selling, renting, development and management of real estate.

3.5 The Company may in general take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 4. Duration.

4.1 The Company is formed for an unlimited period of time.

4.2 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the partners.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1 The Company's corporate capital is fixed at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500), represented by one thousand (1,000) shares with a par value of twelve euro and fifty cent (EUR12.50) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2 The share capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the single partner or, as the case may be, by the general meeting of partners, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1 Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.2 Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.3 Shares are freely transferable among partners or, if there is no more than one partner, to third parties.

In case of plurality of partners, the transfer of shares to non-partners is subject to the prior approval of the general meeting of partners representing at least three quarters of the share capital of the Company.

A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the civil code.

For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Law.

6.4 A partners' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each partner who so requests.

III. Management - Representation

Art. 7. Board of managers.

7.1 The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the single partner or the general meeting of partners which sets the term of their office. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be partner(s).

7.2 The members of the board might be split in two categories, respectively denominated "Category A Managers" and "Category B Managers".

7.3 The managers may be dismissed ad nutum.

Art. 8. Powers of the board of managers.

8.1 All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of partners fall within the competence of the single manager or, if the Company is managed by more than one manager, the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2 Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, either partners or not, by the manager, or if there are more than one manager, by any manager of the Company.

Art. 9. Procedure.

9.1 The board of managers shall meet as often as the Company's interests so requires or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.2 No such convening notice is required if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company.

9.3 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager as his proxy.

9.4 The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented and, to the extent Category A Managers and Category B Managers were appointed, at least one Category A Manager and one Category B Manager must be present or represented. Resolutions of the board of managers are validly taken by the majority of the votes cast and, if the board of managers is composed of Category A Managers and Category B Managers such resolutions must be approved by at least one Category A Manager and one Category B Manager. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present or represented at the meeting.

9.5 Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

9.6 Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

Art. 10. Representation.

10.1 The Company shall be bound towards third parties in all matters by the single signature of its sole manager and by the joint signature of two managers in the case of a plurality of managers.

10.2 If the general meeting of partners decides to create two categories of managers (category A and category B), the Company will be bound by the joint signature of any A Manager together with any B Manager.

10.3 The Company shall further be bound by the joint or single signatures of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2. of these Articles.

Art. 11. Liability of the managers. The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

IV. General meetings of partners

Art. 12. Powers and Voting rights.

12.1 The single partner assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of partners.

12.2 Each partner has voting rights commensurate to its shareholding.

12.3 Each partner may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, telegram, telex, facsimile or e-mail, to represent him at the general meetings of partners.

Art. 13. Form - Quorum - Majority.

13.1 If there are not more than twenty-five partners, the decisions of the partners may be taken by circular resolution, the text of which shall be sent to all the partners in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail. The partners shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the partners may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

13.2 Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by partners owning more than half of the share capital.

13.3 However, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority of the partners owning at least three quarters of the Company's share capital.

V. Annual accounts - Allocation of profits

Art. 14. Accounting Year.

14.1 The accounting year of the Company shall begin on the first of January and end on the thirty-first December of each year.

14.2 Each year, with reference to the end of the Company's accounting year, the Company's accounts are established and the manager or, in case there is a plurality of managers, the board of managers shall prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

14.3 Each partner may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 15. Allocation of Profits.

15.1 The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to the statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

15.2 Notwithstanding the preceding provisions, the Board of Managers may decide to pay interim dividends to the Shareholders before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned shall be reimbursed by the Shareholders.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 16. Dissolution - Liquidation.

16.1 In the event of a dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be partners, appointed by a resolution of the single partner or the general meeting of partners which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the partner(s) or by Law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realisation of the assets and payments of the liabilities of the Company.

16.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the partner or, in the case of a plurality of partners, the partners in proportion to the shares held by each partner in the Company.

VII. General provision

Art. 17. General provision. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory disposition

The first financial year runs from the date of incorporation and ends on the 31st of December 2014.

Subscription and Payment

The Articles thus having been established, all the one thousand (1,000) shares have been subscribed by the sole shareholder, Mr Gustave Geisendorf, prenamed and represented as stated above, and fully paid up by the aforesaid subscriber by payment in cash, so that the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) is from this day on at the free disposal of the Company, as it has been proved to the officiating notary by a bank certificate, who expressly bears witness to it.

Resolutions taken by the sole shareholder

The aforementioned appearing person, representing the whole of the subscribed share capital, has adopted the following resolutions as sole shareholder:

1 The registered office is established in L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

2. The following persons are appointed as managers of the Company for an unlimited period:

1. Mr Eric LECLERC, private employee, born in Luxembourg, on the 4th of April 1967, residing professionally in L-2370 Howald, 4, rue Peternelchen;

2. Mr Christophe JASICA, private employee, born in Rocourt (Belgium), on the 23rd of January 1976, residing professionally in L-2370 Howald, 4, rue Peternelchen; and

3. Mrs Vanessa TIMMERMANS, private employee, born in Luxembourg, on the 25th of July 1986, residing professionally in L-2370 Howald, 4, rue Peternelchen.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately one thousand two hundred euro (EUR 1,200).

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the proxyholder of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same proxyholder, and in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will prevail.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the proxyholder of the appearing person, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxyholder signed with Us, the notary, the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le seize juillet.

Par-devant Nous, Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains (Grand-Duché de Luxembourg).

A COMPARU:

Monsieur Gustave Geisendorf, entrepreneur, né à Zurich, Suisse, le 7 septembre 1974, demeurant à 20 Phillmore Walk, W87SA London (UK),

ici représentée par Madame Vanessa TIMMERMANS employé privé, demeurant professionnellement à L-2370 Howald, 4, rue Peternelchen,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Londres (UK), le 1^{er} juillet 2013.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Lequel comparant, représenté comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de documenter l'acte de constitution d'une société à responsabilité limitée, qu'il déclare constituer par les présentes et dont les statuts sont établis comme suit:

I. Dénomination - Siège social - Objet social - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est établi une société à responsabilité limitée sous la dénomination NORDIC PIZZA (la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi) et par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1 Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

2.2 Il peut être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.3 Il peut être créé par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance, des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Lorsque le gérant unique ou le conseil de gérance estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société qui restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1 La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, l'administration, le contrôle et le développement de telles participations.

3.2 La Société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale, tant au Luxembourg qu'à l'étranger et leur prêter concours, que ce soit par des prêts, des garanties ou de toute autre manière.

3.3 La Société peut prêter ou emprunter sous toutes les formes, avec ou sans intérêts et procéder à l'émission d'obligations, dans les limites prévues par la loi.

3.4 La Société peut réaliser toutes opérations mobilières, financières ou industrielles, commerciales, liées directement ou indirectement à son objet et avoir un établissement commercial ouvert au public. Elle peut également donner ses avoirs en gage, dans l'intérêt de ses associés/actionnaires. Elle pourra également faire toutes les opérations immobilières, telles que l'achat, la vente, la location, l'exploitation et la gestion d'immeubles.

3.5 D'une façon générale, la Société peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

Art. 4. Durée.

4.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1 Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) représenté par mille (1.000) parts sociales d'une valeur nominale de douze euros et cinquante centimes (EUR 12,50) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2 Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit en une seule ou plusieurs fois par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1 Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.2 Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.3 Les parts sociales sont librement transmissibles entre associés et, en cas d'associé unique, à des tiers.

En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales à des non-associés n'est possible qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

La cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle ait été notifiée à la Société ou acceptée par elle en conformité avec les dispositions de l'article 1690 du code civil.

Pour toutes autres questions, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

6.4 Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi où il pourra être consulté par chaque associé.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Conseil de gérance.

7.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, lesquels ne sont pas nécessairement des associés et qui seront nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés laquelle fixera la durée de leur mandat. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un Conseil de gérance.

7.2 Les membres du Conseil peuvent ou non être répartis en deux catégories, nommés respectivement "Gérants de catégorie A" et "Gérants de catégorie B".

7.3 Les gérants sont révocables ad nutum.

Art. 8. Pouvoirs du conseil de gérance.

8.1 Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance, qui aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social.

8.2 Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, associés ou non, par tout gérant.

Art. 9. Procédure.

9.1 Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

9.2 Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

9.3 La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les gérants de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut

aussi être renoncé à la convocation avec l'accord de chaque gérant de la Société donné par écrit soit en original, soit par télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique.

9.4 Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire.

9.5 Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité des gérants est présente ou représentée et, si des Gérants de catégorie A et des Gérants de catégorie B ont été nommés, que si au moins un Gérant de catégorie A et un Gérant de catégorie B sont présents ou représentés. Les décisions du conseil de gérance sont prises valablement à la majorité des voix des gérants présents ou représentés et, si des Gérants de catégorie A et des Gérants de catégorie B ont été nommés, ces résolutions ont été approuvées par au moins un Gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B. Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par tous les gérants présents ou représentés à la réunion.

9.6 Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

9.7 Les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du conseil de gérance dûment convoquée avait été tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou téléfax.

Art. 10. Représentation.

10.1 La Société sera engagée, en tout circonstance, vis-à-vis des tiers par la seule signature du gérant unique et, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux gérants.

10.2 Dans l'éventualité où deux catégories de Gérants sont créées (Gérant de catégorie A et Gérant de catégorie B), la Société sera engagée par la signature conjointe d'un Gérant de catégorie A et d'un Gérant de catégorie B.

10.3 La Société sera aussi engagée par la signature conjointe ou unique de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément à l'article 8.2. des Statuts.

Art. 11. Responsabilités des gérants. Les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions de la Loi.

IV. Assemblée Générale des associés

Art. 12. Pouvoirs et Droits de vote.

12.1 L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont attribués par la Loi à l'assemblée générale des associés.

12.2 Chaque associé possède des droits de vote proportionnels au nombre de parts sociales détenues par lui.

12.3 Tout associé pourra se faire représenter aux assemblées générales des associés de la Société en désignant par écrit, soit par lettre, télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique une autre personne comme mandataire.

Art. 13. Forme - Quorum - Majorité.

13.1 Lorsque le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq associés, les décisions des associés pourront être prises par résolution circulaire dont le texte sera envoyé à chaque associé par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique. Les associés exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des associés apparaîtront sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou téléfax.

13.2 Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

Toutefois, les résolutions prises pour la modification des Statuts ou pour la dissolution et la liquidation de la Société seront prises à la majorité des voix des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices

Art. 14. Exercice social.

14.1 L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

14.2 Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont arrêtés et le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

14.3 Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1 Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Il sera prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net annuel de la Société qui sera affecté à la réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

15.2 Nonobstant les dispositions précédentes, le Conseil de Gérance peut décider de payer des dividendes intérimaires aux Associés avant la fin de l'exercice social sur la base d'un état de comptes montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut pas excéder, si applicable, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes allouées à la réserve établie selon la Loi ou selon ces Statuts et que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas aux bénéfices effectivement réalisés seront remboursées par les Associés.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 16. Dissolution - Liquidation.

16.1 En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et rémunération. Sauf disposition contraire prévue dans la résolution du (ou des) gérant(s) ou par la Loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

16.2 Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera attribué à l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, aux associés proportionnellement au nombre de parts sociales détenues par chacun d'eux dans la Société.

VII. Disposition générale

Art. 17. Loi applicable. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2014.

Souscription et Libération

Les Statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les mille (1.000) parts sociales ont été souscrites par l'associé unique, Monsieur Gustave Geisendorf, préqualifié et représenté comme dit ci-avant, et libérées entièrement par le souscripteur prêté moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été prouvé au notaire instrumentant par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Résolutions prises par l'associée unique

Le comparant pré-mentionné, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes en tant qu'associé unique:

1. Le siège social est établi à L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

2. Les personnes suivantes sont nommées comme gérants de la Société pour une durée illimitée:

1. Monsieur Eric LECLERC, employé privé, né à Luxembourg le 4 avril 1967, demeurant professionnellement à L-2370 Howald, 4, rue Peterelchen;

2. Monsieur Christophe JASICA, employé privé, né à Rocourt (Belgique), le 23 janvier 1976, demeurant professionnellement à L-2370 Howald, 4, rue Peterelchen; et

3. Madame Vanessa TIMMERMANS, employée privée, née à Luxembourg le 25 juillet 1986, demeurant professionnellement à L-2370 Howald, 4, rue Peterelchen.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de mille deux cents euros (EUR 1.200).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, déclare par les présentes, qu'à la requête du mandataire du comparant le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête du même mandataire, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire du comparant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: V. Timmermans, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 18 juillet 2013. REM/2013/1282. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 22 juillet 2013.

Référence de publication: 2013102580/409.

(130124609) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2013.

Sphinx Luxco A S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 137.765,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 163.906.

Par résolutions circulaires signées en date du 24 juin 2013, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

- acceptation de la démission de Fanny Him, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, de son mandat de Gérant de Classe A, avec effet au 21 juin 2013;
- acceptation de la démission de Robert Shaw, avec adresse professionnelle au 54, Jermyn Street, SW1Y 6LX Londres, Royaume-Uni, de son mandat de Gérant de Classe B, avec effet au 21 juin 2013;
- nomination de Frédéric Salvadore, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de Gérant de Classe A, avec effet au 21 juin 2013 et pour une durée indéterminée;
- nomination de Stuart Hanbury, avec adresse professionnelle au 54, Jermyn Street, SW1Y 6LX Londres, Royaume-Uni, au mandat de Gérant de Classe B, avec effet au 21 juin 2013 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Référence de publication: 2013099363/19.

(130120000) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2013.

SIMBA Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 158.060.

Extrait des résolutions adoptées lors de l'assemblée générale annuelle du 12 juillet 2013:

Est nommé gérant de la société pour une période indéterminée Mme. Heike Kubica, employée privée, résidant professionnellement au 2, Boulevard Konrad Adenauer à L-1115 Luxembourg en remplacement du gérant démissionnaire Mons. Cyrille Vallee, avec effet au 12 juillet 2013.

Le mandat de PricewaterhouseCoopers S.à r.l. de 400, Route d'Esch, L - 1014 Luxembourg, réviseur d'entreprise agréé de la société, est renouvelé.

Le nouveau mandat de PricewaterhouseCoopers S.à r.l. prendra fin lors de générale annuelle qui se tiendra en 2014 statuant sur les comptes annuels de 2013.

Luxembourg, le 12 juillet 2013.

Signatures

Un mandataire

Référence de publication: 2013099411/19.

(130120441) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2013.

Mistral International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 38, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 122.362.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire du 4 juillet 2013:

Après en avoir délibéré, l'Assemblée Générale renomme:

- Monsieur Enzo LIOTINO, avec adresse professionnelle au 38, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, aux fonctions d'administrateur;
- Monsieur Henri REITER, avec adresse professionnelle au 40, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, aux fonctions d'administrateur;
- Monsieur Jacques RECKINGER, avec adresse professionnelle au 40, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, aux fonctions d'administrateur;

- Monsieur John ELLIOTT, avec adresse professionnelle au 20, Manchester Square, W1U 3PZ Londres, aux fonctions d'administrateur.

Leurs mandats respectifs prendront fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2014.

L'Assemblée Générale renomme comme commissaire aux comptes:

- FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG, société anonyme, 38, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg.

Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2014.

Luxembourg, le 17 juillet 2013.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Référence de publication: 2013100008/26.

(130121385) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2013.

Sphinx Luxco C S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 137.765,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 163.923.

Par résolutions circulaires signées en date du 24 juin 2013, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

- acceptation de la démission de Fanny Him, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, de son mandat de Gérant de Classe A, avec effet au 21 juin 2013;

- acceptation de la démission de Robert Shaw, avec adresse professionnelle au 54, Jermyn Street, SW1Y 6 LX Londres, Royaume-Uni, de son mandat de Gérant de Classe B, avec effet au 21 juin 2013;

- nomination de Frédéric Salvatore, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de Gérant de Classe A, avec effet au 21 juin 2013 et pour une durée indéterminée;

- nomination de Stuart Hanbury, avec adresse professionnelle au 54, Jermyn Street, SW1Y 6LX Londres, Royaume-Uni, au mandat de Gérant de Classe B, avec effet au 21 juin 2013 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Référence de publication: 2013099365/19.

(130119998) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2013.

Russian Mortgages Capital S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 131.212.

Extrait des résolutions adoptées lors de l'assemblée générale annuelle du 29 mai 2013:

- Mons. Erik van Os, résidant professionnellement au 2 boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, est nommé administrateur de la société, en remplacement de l'administrateur démissionnaire, Mme. Anja Wunsch, avec effet au 29 mai 2013.

- Le nouveau mandat de Mons. Erik van Os prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2015 statuant sur les comptes annuels de 2014.

- Le mandat de FPS Audit S.à r.l. de 46, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg, réviseur d'entreprise agréé de la société, est renouvelé.

- Le nouveau mandat de FPS Audit S.à r.l. prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2014 statuant sur les comptes annuels de 2013.

Luxembourg, le 29 mai 2013.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013099325/21.

(130120506) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2013.